

142 à 152

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE



Voilà les partisans indochinois qui meurent pour leur liberté, assassinés par la Banque d'Indochine et les planteurs de caoutchouc !

Les capitalistes veulent un ministère du "franc" pour faire payer les pauvres

THOREZ ET MOLLET NE DOIVENT PAS S'ASSOCIER A CE PLAN CRIMINEL

Travailleurs français et peuples coloniaux veulent un gouvernement socialiste-communiste

La candidature de Maurice Thorez a été repoussée par le Parlement. Contre lui ont voté, non seulement les députés P.R.L. et M.R.P., mais encore ces radicaux, dont Maurice Thorez disait à Chateaubriand qu'il « ne faut pas les confondre avec la réaction », et certains socialistes Philip, dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils n'ont plus rien de socialiste que le nom.

Ce vote — soulignons-le — ne signifie en rien qu'un gouvernement socialiste-communiste est impossible. Il est possible, avec la routine parlementaire, rompre même avec de faux « compagnons de route ».

Non seulement possible mais nécessaire. Cette crise gouvernementale a lieu dans une période pleine de menaces pour le bien-être et la liberté de la classe ouvrière. Elle se déroule alors que M. Robert Schuman, ministre des Finances M.R.P., parle ouvertement de supprimer les quarante heures et d'augmenter la durée de la semaine de travail.

Elle se déroule alors que dans beaucoup d'entreprises l'ouvrier est enchaîné déjà à son établi pour des semaines de travail de 54 et même de 60 heures.

Elle se déroule alors que la crise du ravitaillement, loin de se résoudre, accentue chaque jour ses désastreux effets sur la santé des travailleurs et de leurs enfants.

Elle se déroule alors que tous les petits fonctionnaires, les petits paysans ou les petits rentiers violent avec terreur le coût de la vie qui augmente sans cesse.

Elle se déroule alors que l'expédition d'Indochine fait encore couler le sang des opprimés et menace d'écraser le peuple français sous le poids d'impôts aggravés.

Rompre avec la bourgeoisie. Marcher avec les travailleurs. Le gouvernement socialiste-communiste, un gouvernement qui saurait rompre avec les désastreuses méthodes qui nous ont amenées à cette situation, un gouvernement qui, avec l'aide de la C.G.T., s'appuierait sur l'immense force qui représente la classe ouvrière et les multiples sympathies recueillies dans les classes moyennes, ce gouvernement est non seulement possible, il est nécessaire.

Que Thorez et Mollet ne finissent pas à se débattre dans la boue de la collaboration avec la bourgeoisie.

Car la défense du pain et de la liberté des travailleurs de France et de la défense des peuples d'outre-mer à disposer d'eux-mêmes constituent UNE SEULE ET MEME LUTTE CONTRE UN SEUL ET MEME ENNEMI : la bourgeoisie française. Qui renonce à l'un des aspects de cette lutte devra se renier et trahir sur toute la ligne.

Ce n'est pas par hasard que notre Parti Communiste Internationaliste se trouve seul parmi les organisations ouvrières françaises à organiser une manifestation de masse contre l'expédition d'Indochine, après s'être trouvé seul à défendre l'échelle mobile des salaires, pensions et retraites.

Nous nous sommes adressés à toutes les organisations ouvrières pour l'organisation du meeting de Wagram. L'Union des syndicats de la C. G. T. est restée sourde. Le P. C. F. n'a pas répondu et il diffuse parmi les Indochinois de Paris l'aveu qu'il lui est impossible d'organiser la moindre manifestation de masse.

Notre Parti ne sera pourtant pas seul à mener la lutte. Il alertera l'ensemble de l'avant-garde prolétarienne. Il lui demandera de lier sa lutte pour la défense de son pouvoir d'achat à la lutte pour la liberté et l'indépendance des peuples opprimés. Il continuera à remplir son devoir envers la classe ouvrière du monde et, sans jamais manquer de marquer à chaque étape les responsabilités des chefs de collaboration de classes, il continuera à lutter pour l'unité d'action des travailleurs jusqu'au renversement du capitalisme.

Le vrai coup de balai qu'il faut donner !

TOUS A WAGRAM
VENDREDI 6 DÉCEMBRE A 20 H. 30
GRAND MEETING
POUR L'INDÉPENDANCE DES PEUPLES COLONIAUX

Un programme qui prévoyait notamment : L'établissement d'un salaire minimum vital, fixé par les syndicats, garanti par l'échelle mobile. Le retour aux conventions collectives. Le contrôle ouvrier sur les prix.

Le contrôle populaire sur le ravitaillement. La nationalisation des industries et de toutes les banques, sans rachat ni indemnité, et sous contrôle des comités d'entreprise élus.

Qu'ils marchent avec le prolétariat français et avec les peuples coloniaux. Avec eux, dans la lutte, ils pourront conquérir la véritable majorité.

LA VÉRITÉ.

Notre père d'Argenlieu. Que votre nom soit détesté, mais que votre règne prospère à [Haiphong comme à Paris].

Assurez pour toujours nos profits [quotidiens]. Ne pardonnez rien à ceux que [l'on offense]. Envoyez ad patres qui dit « indépendance » Et délivrez-nous du bolchevisme. Ainsi soit-il.

MAILLET. (Voir l'article sur le déroulement de cette grève en 4^e page.)

Les vrais origines de la grève des organismes de répartition. Les employés et cadres des sections de répartition et organismes similaires de la Production Industrielle ont cessé le travail lundi 2 novembre, à 14 h. à titre d'avertissement.

En raison de l'abondance des matières nous poursuivrons la publication des articles d'Yvan Graipeau, « Conversations avec un camarade socialiste », dans le prochain numéro.

gestion composés des représentants ouvriers des entreprises industrielles intéressées devaient être la fenêtre ouverte permettant aux travailleurs de dénoncer les manœuvres des trusts dans la direction de l'économie. Naturellement ces projets ne furent jamais retenus, un autre fut adopté, plus conforme aux désirs des staliniens parisiens d'une économie dirigée, à condition que celle-ci ne gêne en rien leur collaboration avec la bourgeoisie.

Le moment où le gouvernement français, fidèle exécutant de la Banque d'Indochine et des gros planteurs de caoutchouc, déchira un ultimatum à la République du Viet-Nam, un procès à grand spectacle se déroula à Paris.

Sans doute, les impérialistes français espèrent ainsi faire oublier qu'ils font au Viet-Nam la relève sanglante des impérialistes japonais.

C'est pourquoi les accusés ne seront pas comme on pourrait le croire, les Leclerc et les Vallé, les d'Argenlieu et les Morlière que les gendarmes du Mikado, maintenus sous les armes après leur défaite, attendent à se réinstaller à Saigon.

A leur place, on verra au banc des accusés, comme dans tous les procès d'épuration, quelques figurants de la collaboration, comme ce Chabas et ce Caser, intellectuels en mal d'avancement, qui lâchèrent les bottes des fascistes nippons.

Mais les autres, les grands coupables, ceux qui ont les mains rouges du sang des milliers de torturés et de millions d'opprimés ? Ceux qu'on ne jugera pas ? Ceux là, La Vérité sait où ils sont et ce qu'ils ont fait.

Arnoux, l'homme le plus haï d'Indochine qui, à la tête de la police, dirigea en 1941 les répressions sanglantes de la collaboration, comme ce Chabas et ce Caser, intellectuels en mal d'avancement, qui lâchèrent les bottes des fascistes nippons.

Mais les autres, les grands coupables, ceux qui ont les mains rouges du sang des milliers de torturés et de millions d'opprimés ? Ceux qu'on ne jugera pas ? Ceux là, La Vérité sait où ils sont et ce qu'ils ont fait.

DEPUIS UN AN EN COCHINCHINE :

100.000 vietnamiens massacrés
8.500 français tués
50 milliards gaspillés

Arrêtez la conquête sanglante ! Indépendance du Vietnam !

Grâce à une provocation réussie des amis de l'amiral d'Argenlieu resté en Indochine, une guerre sanglante a commencé au Tonkin.

C'est la question des douanes qui a servi de prétexte à cette nouvelle machination. Le jeune Etat indépendant du Viet-Nam n'a pas pu accepter, contrairement au modus vivendi signé par le ministre des Colonies françaises Marius Moutet et le président Ho Chi Minh, les douanes françaises s'installant à Haiphong, qui sert de poste avancé à l'Indochine du Nord.

Le « modus vivendi » prévoyait l'institution d'une Union douanière entre la France et le Viet-Nam, c'est-à-dire un accord entre deux Etats indépendants l'un de l'autre. Or, un document émanant de M. Laurel, directeur de la Marine marchande à Haiphong, dépendant du haut commissariat français en Indochine, démontre que l'intention du représentant officiel était bien d'instituer des douanes fédérales, c'est-à-dire des douanes sous contrôle français.

Comme le disait un représentant du Viet-Nam à Paris, au cours d'une conférence de presse, la tactique du gouvernement français, depuis la signature du « modus vivendi », a consisté en une série de manœuvres destinées à s'infiltrer dans les centres stratégiques du Tonkin qui échappaient jusqu'ici complètement au contrôle français. Avant d'occuper les bureaux de douanes du port de Haiphong, les troupes du général Valluy ont installé leurs quartiers dans la région de Hanoi et de Haiphong ; des navires de guerre français, dont le « Sulfren », ont pris position dans les eaux du golfe du Tonkin.

En réponse à un parlementaire, le ministre des Armées, le M.R.P. Michelet, a avoué que la censure sur la correspondance des militaires français en Indochine était justifiée par la nécessité de tenir secrets les préparatifs de certaines opérations. (Journal officiel du 27 novembre).

D'autre part, les soldats, qui devaient être démobilisés depuis des mois, sont maintenus en Indochine au lieu d'être rapatriés.

La politique de Marius Moutet. La politique de Marius Moutet, ministre des Colonies, peut sembler différente de celle de l'amiral d'Argenlieu ; en fait, il elle utilise plutôt l'hypocrisie diplomatique, elle permet, en même temps, l'emploi de la force par ceux qui rêvent d'écraser tout de suite le jeune Etat indépendant.

Contrairement aux accords du 6 mars, signés à Hanoi entre le gouvernement français et celui du Viet-Nam, le ministre des Colonies a refusé de procéder à un référendum en Cochinchine. Dans ce pays, il a tenté d'établir un gouvernement fantoche composé de « collaborateurs ». Il a réuni, à Dalat, une conférence franco-indochinoise sans la participation du Viet-Nam. Il a institué dans le Sud Annam et les plateaux Moïs un régime d'administration militaire.

Cette politique hypocrite a été démasquée par le chef même du gouvernement fantoche de Cochinchine : le docteur Thinh. On se souvient que le docteur Thinh s'est suicidé il y a peu de temps en laissant derrière lui cette ultime déclaration : « Je ne veux plus être le complice de ce faux acte que l'on me fait jouer ». Le gouvernement cochinchinois, soi-disant indépendant, n'était destiné, en effet, à maintenir hors du Viet-Nam l'état de plus riche de l'Indochine, son grenier à riz.

(Suite en page 3, colonne 2)

Les causes du conflit. Le « modus vivendi » prévoyait l'institution d'une Union douanière entre la France et le Viet-Nam, c'est-à-dire un accord entre deux Etats indépendants l'un de l'autre. Or, un document émanant de M. Laurel, directeur de la Marine marchande à Haiphong, dépendant du haut commissariat français en Indochine, démontre que l'intention du représentant officiel était bien d'instituer des douanes fédérales, c'est-à-dire des douanes sous contrôle français.

Comme le disait un représentant du Viet-Nam à Paris, au cours d'une conférence de presse, la tactique du gouvernement français, depuis la signature du « modus vivendi », a consisté en une série de manœuvres destinées à s'infiltrer dans les centres stratégiques du Tonkin qui échappaient jusqu'ici complètement au contrôle français. Avant d'occuper les bureaux de douanes du port de Haiphong, les troupes du général Valluy ont installé leurs quartiers dans la région de Hanoi et de Haiphong ; des navires de guerre français, dont le « Sulfren », ont pris position dans les eaux du golfe du Tonkin.

En réponse à un parlementaire, le ministre des Armées, le M.R.P. Michelet, a avoué que la censure sur la correspondance des militaires français en Indochine était justifiée par la nécessité de tenir secrets les préparatifs de certaines opérations. (Journal officiel du 27 novembre).

D'autre part, les soldats, qui devaient être démobilisés depuis des mois, sont maintenus en Indochine au lieu d'être rapatriés.

La politique de Marius Moutet. La politique de Marius Moutet, ministre des Colonies, peut sembler différente de celle de l'amiral d'Argenlieu ; en fait, il elle utilise plutôt l'hypocrisie diplomatique, elle permet, en même temps, l'emploi de la force par ceux qui rêvent d'écraser tout de suite le jeune Etat indépendant.

Contrairement aux accords du 6 mars, signés à Hanoi entre le gouvernement français et celui du Viet-Nam, le ministre des Colonies a refusé de procéder à un référendum en Cochinchine. Dans ce pays, il a tenté d'établir un gouvernement fantoche composé de « collaborateurs ». Il a réuni, à Dalat, une conférence franco-indochinoise sans la participation du Viet-Nam. Il a institué dans le Sud Annam et les plateaux Moïs un régime d'administration militaire.

Cette politique hypocrite a été démasquée par le chef même du gouvernement fantoche de Cochinchine : le docteur Thinh. On se souvient que le docteur Thinh s'est suicidé il y a peu de temps en laissant derrière lui cette ultime déclaration : « Je ne veux plus être le complice de ce faux acte que l'on me fait jouer ». Le gouvernement cochinchinois, soi-disant indépendant, n'était destiné, en effet, à maintenir hors du Viet-Nam l'état de plus riche de l'Indochine, son grenier à riz.

(Suite en page 3, colonne 2)



LE PROCES DES FRANÇAIS D'INDOCHINE QUI ONT COLLABORE AVEC LES JAPONAIS N'EST QU'UNE FARCE

Au moment où le gouvernement français, fidèle exécutant de la Banque d'Indochine et des gros planteurs de caoutchouc, déchira un ultimatum à la République du Viet-Nam, un procès à grand spectacle se déroula à Paris. C'est celui des Français d'Indochine qui ont collaboré avec le Japon. Sans doute, les impérialistes français espèrent ainsi faire oublier qu'ils font au Viet-Nam la relève sanglante des impérialistes japonais.

C'est pourquoi les accusés ne seront pas comme on pourrait le croire, les Leclerc et les Vallé, les d'Argenlieu et les Morlière que les gendarmes du Mikado, maintenus sous les armes après leur défaite, attendent à se réinstaller à Saigon.

A leur place, on verra au banc des accusés, comme dans tous les procès d'épuration, quelques figurants de la collaboration, comme ce Chabas et ce Caser, intellectuels en mal d'avancement, qui lâchèrent les bottes des fascistes nippons.

Mais les autres, les grands coupables, ceux qui ont les mains rouges du sang des milliers de torturés et de millions d'opprimés ? Ceux qu'on ne jugera pas ? Ceux là, La Vérité sait où ils sont et ce qu'ils ont fait.

Arnoux, l'homme le plus haï d'Indochine qui, à la tête de la police, dirigea en 1941 les répressions sanglantes de la collaboration, comme ce Chabas et ce Caser, intellectuels en mal d'avancement, qui lâchèrent les bottes des fascistes nippons.

Mais les autres, les grands coupables, ceux qui ont les mains rouges du sang des milliers de torturés et de millions d'opprimés ? Ceux qu'on ne jugera pas ? Ceux là, La Vérité sait où ils sont et ce qu'ils ont fait.

8.000 TRAVAILLEURS ALGERIENS protestent contre l'arrestation de Messali Hadj

Mardi 3 décembre. Le meeting du P.P.A. était annoncé pour 20 heures précises. A cette heure, les deux salles de la Fédération, qui se trouvaient vides, ont été envahies par les militants. La tribune est toujours vide. Et de même à 21 heures. Les minutes se succèdent, l'attente se prolonge. Désobéissant, l'attente se prolonge. Désobéissant, l'attente se prolonge. Désobéissant, l'attente se prolonge.

Le meeting du P.P.A. était annoncé pour 20 heures précises. A cette heure, les deux salles de la Fédération, qui se trouvaient vides, ont été envahies par les militants. La tribune est toujours vide. Et de même à 21 heures. Les minutes se succèdent, l'attente se prolonge. Désobéissant, l'attente se prolonge. Désobéissant, l'attente se prolonge.

Le meeting du P.P.A. était annoncé pour 20 heures précises. A cette heure, les deux salles de la Fédération, qui se trouvaient vides, ont été envahies par les militants. La tribune est toujours vide. Et de même à 21 heures. Les minutes se succèdent, l'attente se prolonge. Désobéissant, l'attente se prolonge. Désobéissant, l'attente se prolonge.

Le meeting du P.P.A. était annoncé pour 20 heures précises. A cette heure, les deux salles de la Fédération, qui se trouvaient vides, ont été envahies par les militants. La tribune est toujours vide. Et de même à 21 heures. Les minutes se succèdent, l'attente se prolonge. Désobéissant, l'attente se prolonge. Désobéissant, l'attente se prolonge.

* VÉRITÉS... *

Les colonisateurs...

Voici quelques-uns de ceux qui ont été chargés par le gouvernement français d'apporter aux « barbares » vietnamiens la civilisation :

L'ex-commandant de Waffen SS, de Messin, est actuellement lieutenant à l'état-major de la 3^e division d'infanterie coloniale... Il avait gagné la croix de fer de première classe devant Leningrad. Gageons qu'il gagnera la croix de guerre avec palmes devant Haiphong !

Le lieutenant-colonel Leray, également à l'état-major de la 3^e D.I.C., faisait des conférences dans les stalags en uniforme nazi. Encore un avec qui les

Cette « Schenker » est divisée en branches qui se sont réparties sur le marché français.

Nos reporters ont trouvé la trace d'une « Schenker » du vif, qui a fait disparaître mystérieusement des dizaines de milliers d'hectolitres de notre précieux breuvage national.

Une autre « Schenker » se serait spécialisée dans le trafic des bons d'essence, une autre s'intéresserait spécialement au sucre, etc.

Hilfer étant mort, on se perd en conjectures sur l'identité des maîtres de ces « Schenker ».

Une bien bonne.

La Marseillaise de Seine-et-Oise essaie de faire croire que les 14.000 travailleurs de la circonscription nord qui ont voté P.C.F. ont cru voter pour le P.C.F. et qu'ils ont confondu Mathilde Péri et Yvan Craipeau. On ne saurait avec plus d'élégance traiter de crétiens les électeurs communistes. Sans compter que la Marseillaise doit juger ceux de Seine-et-Oise systématiquement plus bêtes que ceux des autres départements puisque la proportion des trotskystes y est de 4 %.

Ce qui semble confirmer l'appréciation de la Marseillaise, c'est que bon nombre des électeurs communistes internationalistes ont voté pour la liste P.C.F. (canalisée en liste républicaine et résistante) aux élec-

prolétaires français aimeraient bien « confier » de façon expéditive.

Le général de gendarmerie qui a commandé l'expédition des miliciens contre le maquis de Haute-Savoie a rempli dans la Légion et est maintenant à l'âge en Indochine. Moyen commode pour lui de couper aux poursuites...

Avec eux se trouvent la fine fleur des SS nazis, tortionnaires, aventuriers, sadiques qui se trouvaient vraiment trop coupables pour risquer d'attendre la justice et qui ont pu être affectés dans la Légion pour se refaire une virginité. Leur chiffre atteint aujourd'hui 80 % de effectifs engagés en Indochine...

« Cruelle incertitude... »

C'est celle de l'éditorialiste de Franc-Tireur dans le numéro du 28 novembre 1946.

Du temps de mes études, on se répétait une histoire qui voulait être égrillarde et qui n'était que triste. La voici :

Un pauvre type rencontre sa jeune femme au bras d'un séduisant jeune homme. « C'est un de ses amis », se dit-il. Mais leur comportement le laisse réveillé. Il se rassure : « Bah ! ils sont parents ». Mais, intrigué, il les suit. Un hôtel les accueille. A la porte de la chambre, en une posture de valet de comédie, il observe : « C'est sans doute son docteur », note-t-il à un moment. Mais les choses se précipitent, et au moment où il va avoir l'assurance de

« La Marseillaise » n'y coupera pas...

Pendant les élections, « le P.C.F. était un groupe fasciste ». Cela parce qu'il risquait de favoriser le candidat du Rassemblement des Gauches. Depuis, le P.C.F. propose un gouvernement « de vrais républicains... avec le Rassemblement des Gauches. On comprend que la Marseillaise commence à s'embrouiller dans ses mensonges.

De toute façon, la Marseillaise va avoir à essayer de prouver devant les tribunaux les accusations selon lesquelles notre

« La Marseillaise » n'y coupera pas...

Pendant les élections, « le P.C.F. était un groupe fasciste ». Cela parce qu'il risquait de favoriser le candidat du Rassemblement des Gauches. Depuis, le P.C.F. propose un gouvernement « de vrais républicains... avec le Rassemblement des Gauches. On comprend que la Marseillaise commence à s'embrouiller dans ses mensonges.

De toute façon, la Marseillaise va avoir à essayer de prouver devant les tribunaux les accusations selon lesquelles notre

son infortune, la lumière s'éteint. « Cruelle incertitude », s'écrie alors le mari.

L'éditorialiste de Franc-Tireur se comporte de la même façon.

Les troupes françaises avancent dans le Viet-Nam. « Qu'est-ce à dire ? » interroge-t-il. Elles veulent rétablir les douanes. « Serait-ce un malentendu ? » demande-t-il avec étonnement. Elles multiplient leurs offensives. « On voudrait bien savoir ce qui se passe ? » s'écrie-t-il alors.

Nous, on voudrait tout savoir ce qui se passe à la rédaction de Franc-Tireur, parce que, pour ce qui est de l'affaire franco-vietnamienne, on a compris depuis longtemps !

« Ils » nous prennent tout...

Un journal du soir nous révèle de « qu'une vaste entreprise de pillage, la « Schenker », nous avait voté plus de 8 milliards de marchandises et d'œuvres d'art ». Elle opérera, nous précise-t-on, pour le compte de Hitler. Ainsi, il nous prenait tout.

Intrigués par ce précédent, les services de reportage de La Vérité se sont mis en action et ont découvert que la « Schenker » poursuivait ses activités néfastes.

« La Marseillaise » n'y coupera pas...

Pendant les élections, « le P.C.F. était un groupe fasciste ». Cela parce qu'il risquait de favoriser le candidat du Rassemblement des Gauches. Depuis, le P.C.F. propose un gouvernement « de vrais républicains... avec le Rassemblement des Gauches. On comprend que la Marseillaise commence à s'embrouiller dans ses mensonges.

De toute façon, la Marseillaise va avoir à essayer de prouver devant les tribunaux les accusations selon lesquelles notre

« La Marseillaise » n'y coupera pas...

Pendant les élections, « le P.C.F. était un groupe fasciste ». Cela parce qu'il risquait de favoriser le candidat du Rassemblement des Gauches. Depuis, le P.C.F. propose un gouvernement « de vrais républicains... avec le Rassemblement des Gauches. On comprend que la Marseillaise commence à s'embrouiller dans ses mensonges.

De toute façon, la Marseillaise va avoir à essayer de prouver devant les tribunaux les accusations selon lesquelles notre

« La Marseillaise » n'y coupera pas...

Pendant les élections, « le P.C.F. était un groupe fasciste ». Cela parce qu'il risquait de favoriser le candidat du Rassemblement des Gauches. Depuis, le P.C.F. propose un gouvernement « de vrais républicains... avec le Rassemblement des Gauches. On comprend que la Marseillaise commence à s'embrouiller dans ses mensonges.

De toute façon, la Marseillaise va avoir à essayer de prouver devant les tribunaux les accusations selon lesquelles notre

« La Marseillaise » n'y coupera pas...

Pendant les élections, « le P.C.F. était un groupe fasciste ». Cela parce qu'il risquait de favoriser le candidat du Rassemblement des Gauches. Depuis, le P.C.F. propose un gouvernement « de vrais républicains... avec le Rassemblement des Gauches. On comprend que la Marseillaise commence à s'embrouiller dans ses mensonges.

De toute façon, la Marseillaise va avoir à essayer de prouver devant les tribunaux les accusations selon lesquelles notre

« La Marseillaise » n'y coupera pas...

Pendant les élections, « le P.C.F. était un groupe fasciste ». Cela parce qu'il risquait de favoriser le candidat du Rassemblement des Gauches. Depuis, le P.C.F. propose un gouvernement « de vrais républicains... avec le Rassemblement des Gauches. On comprend que la Marseillaise commence à s'embrouiller dans ses mensonges.

De toute façon, la Marseillaise va avoir à essayer de prouver devant les tribunaux les accusations selon lesquelles notre

« La Marseillaise » n'y coupera pas...

Pendant les élections, « le P.C.F. était un groupe fasciste ». Cela parce qu'il risquait de favoriser le candidat du Rassemblement des Gauches. Depuis, le P.C.F. propose un gouvernement « de vrais républicains... avec le Rassemblement des Gauches. On comprend que la Marseillaise commence à s'embrouiller dans ses mensonges.

De toute façon, la Marseillaise va avoir à essayer de prouver devant les tribunaux les accusations selon lesquelles notre

« La Marseillaise » n'y coupera pas...

Pendant les élections, « le P.C.F. était un groupe fasciste ». Cela parce qu'il risquait de favoriser le candidat du Rassemblement des Gauches. Depuis, le P.C.F. propose un gouvernement « de vrais républicains... avec le Rassemblement des Gauches. On comprend que la Marseillaise commence à s'embrouiller dans ses mensonges.

De toute façon, la Marseillaise va avoir à essayer de prouver devant les tribunaux les accusations selon lesquelles notre

« La Marseillaise » n'y coupera pas...

Pendant les élections, « le P.C.F. était un groupe fasciste ». Cela parce qu'il risquait de favoriser le candidat du Rassemblement des Gauches. Depuis, le P.C.F. propose un gouvernement « de vrais républicains... avec le Rassemblement des Gauches. On comprend que la Marseillaise commence à s'embrouiller dans ses mensonges.

De toute façon, la Marseillaise va avoir à essayer de prouver devant les tribunaux les accusations selon lesquelles notre

« La Marseillaise » n'y coupera pas...

Pendant les élections, « le P.C.F. était un groupe fasciste ». Cela parce qu'il risquait de favoriser le candidat du Rassemblement des Gauches. Depuis, le P.C.F. propose un gouvernement « de vrais républicains... avec le Rassemblement des Gauches. On comprend que la Marseillaise commence à s'embrouiller dans ses mensonges.

De toute façon, la Marseillaise va avoir à essayer de prouver devant les tribunaux les accusations selon lesquelles notre

« La Marseillaise » n'y coupera pas...

Pendant les élections, « le P.C.F. était un groupe fasciste ». Cela parce qu'il risquait de favoriser le candidat du Rassemblement des Gauches. Depuis, le P.C.F. propose un gouvernement « de vrais républicains... avec le Rassemblement des Gauches. On comprend que la Marseillaise commence à s'embrouiller dans ses mensonges.

De toute façon, la Marseillaise va avoir à essayer de prouver devant les tribunaux les accusations selon lesquelles notre

« La Marseillaise » n'y coupera pas...

Pendant les élections, « le P.C.F. était un groupe fasciste ». Cela parce qu'il risquait de favoriser le candidat du Rassemblement des Gauches. Depuis, le P.C.F. propose un gouvernement « de vrais républicains... avec le Rassemblement des Gauches. On comprend que la Marseillaise commence à s'embrouiller dans ses mensonges.

De toute façon, la Marseillaise va avoir à essayer de prouver devant les tribunaux les accusations selon lesquelles notre

« La Marseillaise » n'y coupera pas...

Pendant les élections, « le P.C.F. était un groupe fasciste ». Cela parce qu'il risquait de favoriser le candidat du Rassemblement des Gauches. Depuis, le P.C.F. propose un gouvernement « de vrais républicains... avec le Rassemblement des Gauches. On comprend que la Marseillaise commence à s'embrouiller dans ses mensonges.

De toute façon, la Marseillaise va avoir à essayer de prouver devant les tribunaux les accusations selon lesquelles notre

« La Marseillaise » n'y coupera pas...

Pendant les élections, « le P.C.F. était un groupe fasciste ». Cela parce qu'il risquait de favoriser le candidat du Rassemblement des Gauches. Depuis, le P.C.F. propose un gouvernement « de vrais républicains... avec le Rassemblement des Gauches. On comprend que la Marseillaise commence à s'embrouiller dans ses mensonges.

De toute façon, la Marseillaise va avoir à essayer de prouver devant les tribunaux les accusations selon lesquelles notre

« La Marseillaise » n'y coupera pas...

Pendant les élections, « le P.C.F. était un groupe fasciste ». Cela parce qu'il risquait de favoriser le candidat du Rassemblement des Gauches. Depuis, le P.C.F. propose un gouvernement « de vrais républicains... avec le Rassemblement des Gauches. On comprend que la Marseillaise commence à s'embrouiller dans ses mensonges.

De toute façon, la Marseillaise va avoir à essayer de prouver devant les tribunaux les accusations selon lesquelles notre

« La Marseillaise » n'y coupera pas...

Pendant les élections, « le P.C.F. était un groupe fasciste ». Cela parce qu'il risquait de favoriser le candidat du Rassemblement des Gauches. Depuis, le P.C.F. propose un gouvernement « de vrais républicains... avec le Rassemblement des Gauches. On comprend que la Marseillaise commence à s'embrouiller dans ses mensonges.

De toute façon, la Marseillaise va avoir à essayer de prouver devant les tribunaux les accusations selon lesquelles notre

« La Marseillaise » n'y coupera pas...

Pendant les élections, « le P.C.F. était un groupe fasciste ». Cela parce qu'il risquait de favoriser le candidat du Rassemblement des Gauches. Depuis, le P.C.F. propose un gouvernement « de vrais républicains... avec le Rassemblement des Gauches. On comprend que la Marseillaise commence à s'embrouiller dans ses mensonges.

De toute façon, la Marseillaise va avoir à essayer de prouver devant les tribunaux les accusations selon lesquelles notre

« La Marseillaise » n'y coupera pas...

Pendant les élections, « le P.C.F. était un groupe fasciste ». Cela parce qu'il risquait de favoriser le candidat du Rassemblement des Gauches. Depuis, le P.C.F. propose un gouvernement « de vrais républicains... avec le Rassemblement des Gauches. On comprend que la Marseillaise commence à s'embrouiller dans ses mensonges.

De toute façon, la Marseillaise va avoir à essayer de prouver devant les tribunaux les accusations selon lesquelles notre

« La Marseillaise » n'y coupera pas...

Pendant les élections, « le P.C.F. était un groupe fasciste ». Cela parce qu'il risquait de favoriser le candidat du Rassemblement des Gauches. Depuis, le P.C.F. propose un gouvernement « de vrais républicains... avec le Rassemblement des Gauches. On comprend que la Marseillaise commence à s'embrouiller dans ses mensonges.

De toute façon, la Marseillaise va avoir à essayer de prouver devant les tribunaux les accusations selon lesquelles notre

« La Marseillaise » n'y coupera pas...

Pendant les élections, « le P.C.F. était un groupe fasciste ». Cela parce qu'il risquait de favoriser le candidat du Rassemblement des Gauches. Depuis, le P.C.F. propose un gouvernement « de vrais républicains... avec le Rassemblement des Gauches. On comprend que la Marseillaise commence à s'embrouiller dans ses mensonges.

De toute façon, la Marseillaise va avoir à essayer de prouver devant les tribunaux les accusations selon lesquelles notre

« La Marseillaise » n'y coupera pas...

Pendant les élections, « le P.C.F. était un groupe fasciste ». Cela parce qu'il risquait de favoriser le candidat du Rassemblement des Gauches. Depuis, le P.C.F. propose un gouvernement « de vrais républicains... avec le Rassemblement des Gauches. On comprend que la Marseillaise commence à s'embrouiller dans ses mensonges.

De toute façon, la Marseillaise va avoir à essayer de prouver devant les tribunaux les accusations selon lesquelles notre

« La Marseillaise » n'y coupera pas...

Pendant les élections, « le P.C.F. était un groupe fasciste ». Cela parce qu'il risquait de favoriser le candidat du Rassemblement des Gauches. Depuis, le P.C.F. propose un gouvernement « de vrais républicains... avec le Rassemblement des Gauches. On comprend que la Marseillaise commence à s'embrouiller dans ses mensonges.

De toute façon, la Marseillaise va avoir à essayer de prouver devant les tribunaux les accusations selon lesquelles notre

« La Marseillaise » n'y coupera pas...

Pendant les élections, « le P.C.F. était un groupe fasciste ». Cela parce qu'il risquait de favoriser le candidat du Rassemblement des Gauches. Depuis, le P.C.F. propose un gouvernement « de vrais républicains... avec le Rassemblement des Gauches. On comprend que la Marseillaise commence à s'embrouiller dans ses mensonges.

De toute façon, la Marseillaise va avoir à essayer de prouver devant les tribunaux les accusations selon lesquelles notre

« La Marseillaise » n'y coupera pas...

Pendant les élections, « le P.C.F. était un groupe fasciste ». Cela parce qu'il risquait de favoriser le candidat du Rassemblement des Gauches. Depuis, le P.C.F. propose un gouvernement « de vrais républicains... avec le Rassemblement des Gauches. On comprend que la Marseillaise commence à s'embrouiller dans ses mensonges.

De toute façon, la Marseillaise va avoir à essayer de prouver devant les tribunaux les accusations selon lesquelles notre

« La Marseillaise » n'y coupera pas...

Pendant les élections, « le P.C.F. était un groupe fasciste ». Cela parce qu'il risquait de favoriser le candidat du Rassemblement des Gauches. Depuis, le P.C.F. propose un gouvernement « de vrais républicains... avec le Rassemblement des Gauches. On comprend que la Marseillaise commence à s'embrouiller dans ses mensonges.

De toute façon, la Marseillaise va avoir à essayer de prouver devant les tribunaux les accusations selon lesquelles notre

« La Marseillaise » n'y coupera pas...

Pendant les élections, « le P.C.F. était un groupe fasciste ». Cela parce qu'il risquait de favoriser le candidat du Rassemblement des Gauches. Depuis, le P.C.F. propose un gouvernement « de vrais républicains... avec le Rassemblement des Gauches. On comprend que la Marseillaise commence à s'embrouiller dans ses mensonges.

De toute façon, la Marseillaise va avoir à essayer de prouver devant les tribunaux les accusations selon lesquelles notre

« La Marseillaise » n'y coupera pas...

Pendant les élections, « le P.C.F. était un groupe fasciste ». Cela parce qu'il risquait de favoriser le candidat du Rassemblement des Gauches. Depuis, le P.C.F. propose un gouvernement « de vrais républicains... avec le Rassemblement des Gauches. On comprend que la Marseillaise commence à s'embrouiller dans ses mensonges.

De toute façon, la Marseillaise va avoir à essayer de prouver devant les tribunaux les accusations selon lesquelles notre

« La Marseillaise » n'y coupera pas...

Pendant les élections, « le P.C.F. était un groupe fasciste ». Cela parce qu'il risquait de favoriser le candidat du Rassemblement des Gauches. Depuis, le P.C.F. propose un gouvernement « de vrais républicains... avec le Rassemblement des Gauches. On comprend que la Marseillaise commence à s'embrouiller dans ses mensonges.

De toute façon, la Marseillaise va avoir à essayer de prouver devant les tribunaux les accusations selon lesquelles notre

« La Marseillaise » n'y coupera pas...

Pendant les élections, « le P.C.F. était un groupe fasciste ». Cela parce qu'il risquait de favoriser le candidat du Rassemblement des Gauches. Depuis, le P.C.F. propose un gouvernement « de vrais républicains... avec le Rassemblement des Gauches. On comprend que la Marseillaise commence à s'embrouiller dans ses mensonges.

De toute façon, la Marseillaise va avoir à essayer de prouver devant les tribunaux les accusations selon lesquelles notre

« La Marseillaise » n'y coupera pas...

Pendant les élections, « le P.C.F. était un groupe fasciste ». Cela parce qu'il risquait de favoriser le candidat du Rassemblement des Gauches. Depuis, le P.C.F. propose un gouvernement « de vrais républicains... avec le Rassemblement des Gauches. On comprend que la Marseillaise commence à s'embrouiller dans ses mensonges.

De toute façon, la Marseillaise va avoir à essayer de prouver devant les tribunaux les accusations selon lesquelles notre

« La Marseillaise » n'y coupera pas...

Pendant les élections, « le P.C.F. était un groupe fasciste ». Cela parce qu'il risquait de favoriser le candidat du Rassemblement des Gauches. Depuis, le P.C.F. propose un gouvernement « de vrais républicains... avec le Rassemblement des Gauches. On comprend que la Marseillaise commence à s'embrouiller dans ses mensonges.

De toute façon, la Marseillaise va avoir à essayer de prouver devant les tribunaux les accusations selon lesquelles notre

« La Marseillaise » n'y coupera pas...

Pendant les élections, « le P.C.F. était un groupe fasciste ». Cela parce qu'il risquait de favoriser le candidat du Rassemblement des Gauches. Depuis, le P.C.F. propose un gouvernement « de vrais républicains... avec le Rassemblement des Gauches. On comprend que la Marseillaise commence à s'embrouiller dans ses mensonges.

De toute façon, la Marseillaise va avoir à essayer de prouver devant les tribunaux les accusations selon lesquelles notre

« La Marseillaise » n'y coupera pas...

Pendant les élections, « le P.C.F. était un groupe fasciste ». Cela parce qu'il risquait de favoriser le candidat du Rassemblement des Gauches. Depuis, le P.C.F. propose un gouvernement « de vrais républicains... avec le Rassemblement des Gauches. On comprend que la Marseillaise commence à s'embrouiller dans ses mensonges.

De toute façon, la Marseillaise va avoir à essayer de prouver devant les tribunaux les accusations selon lesquelles notre

« La Marseillaise » n'y coupera pas...

Pendant les élections, « le P.C.F. était un groupe fasciste ». Cela parce qu'il risquait de favoriser le candidat du Rassemblement des Gauches. Depuis, le P.C.F. propose un gouvernement « de vrais républicains... avec le Rassemblement des Gauches. On comprend que la Marseillaise commence à s'embrouiller dans ses mensonges.

De toute façon, la Marseillaise va avoir à essayer de prouver devant les tribunaux les accusations selon lesquelles notre

« La Marseillaise » n'y coupera pas...

Pendant les élections, « le P.C.F. était un groupe fasciste ». Cela parce qu'il risquait de favoriser le candidat du Rassemblement des Gauches. Depuis, le P.C.F. propose un gouvernement « de vrais républicains... avec le Rassemblement des Gauches. On comprend que la Marseillaise commence à s'embrouiller dans ses mensonges.

De toute façon, la Marseillaise va avoir à essayer de prouver devant les tribunaux les accusations selon lesquelles notre

quel une loi électorale inique ne permet pas d'avoir de député ? Non, ce n'est pas le P.C.F. C'est le parti communiste allemand en Bavière !

En effet, ce parti a obtenu, lors des élections qui viennent de se dérouler, 195.000 voix. Mais un règlement bavarois prévoit que, pour être représenté à la Chambre, un parti doit réunir au moins dix pour cent des voix dans l'une ou les autres des cinq grandes circonscriptions électorales de Bavière. Cette condition n'a pas été remplie par les communistes.

Par contre, le parti démocrate libre, avec 172.053 voix, obtient nos sièges !

Très forts, les Bavarois ! L'humanité relève-elle ce scandale, qui rappelle étrangement le barrage établi par le P.C.F., en accord avec le M.R.P.,

100.000 habitants. 19.000 fr. Villes de plus de 100.000 habitants, 22.000 fr. Ces chiffres nous paraissent constituer de stricts minima. Tels que, cependant, ils ne manquent pas d'intérêt.

Nous proposons pour les compléter une enquête sur le sujet suivant :

« Combien vous manque-t-il par mois pour arriver à joindre les deux bouts ? »

Ohé les va-nu-pieds les gardiens changent de costume.

Les agents vont avoir un nouveau uniforme. La casquette va remplacer le képi. C'est dans l'ordre des choses. Déjà la croix de Lorraine a remplacé la française.

Mais la mentalité ne changera

Un épisode des luttes révolutionnaires

En décembre 1936, les brigades internationales montèrent, pour la première fois, en ligne sur le front de Madrid à la Cité universitaire.

Madrid, depuis octobre, subissait le bombardement de l'aviation franquiste. Des milliers de femmes et d'enfants étaient tombés sous les coups des avions nazis et fascistes, établis dans les faubourgs de Madrid, causant de terribles ravages dans la population. C'est à ce moment que les miliciens de Duruti, les volontaires de la brigade « Marseillaise » conduite par Dumont, les Polonais de la Dombrowski, les internationalistes allemands, commandés par Beimkr, dans un magnifique élan dégagèrent la Cité universitaire et repoussèrent les fascistes à plusieurs kilomètres de Madrid.

Ce splendide fait d'armes restera dans les annales du mouvement ouvrier comme une lutte héroïque menée par l'élite du prolétariat mondial.

Comme le dit la Chanson du Volontaire :

« Les amis ne peuvent manquer quand on lutte pour la liberté. Les militants ouvriers de tous les pays venus défendre la révolution espagnole ont montré que le prolétariat répond toujours à l'appel de ceux qui luttent pour la liberté. »

LA CHANSON DU VOLONTAIRE

Quittant la machine et l'outil, Un jeune ouvrier de Madrid, Presqu'un gamin, A rejoint l'front républicain.

A fait le coup de feu Comme un vieux : Des alertes, des coups de main, Des attitudes en vœux en vol, Il travaillait sur le petit gars, Au moins, Il savait pour quoi.

Mais avec son méchant fusil, Cartouches qui manquent grâce aux amis, Le petit copain n'avait plus rien Que son courage et son entrain Devant le feu d'enfer de l'ennemi.

Un beau jour, une rafale de bombes d'avions Fiançés de mitrailleuses et de canons, Comme un épî coupa par terre Le brave volontaire.

Dans le communiqué, comme une balle perdue, Cette mort passa inaperçue, Mais on pouvait lire un peu plus bas :

La commission De non-intervention Travailla à la satisfaction Des délégués. Si ça continuait d'aller si bien Avec les concours de Rome et de Berlin On établirait pour l'an prochain Un texte tout d'qu'il y a d'plus étudié Sur la neutralité.

N'empêchez que le pauvre gas Avant de s'faire tuer là-bas Dans le sang et la boue continuait à espérer D'être ravalé ! N'a pas douté un seul instant Et jusqu'à son dernier moment Que les amis ne peuvent manquer d'aider Quand on lutte pour la liberté. Théophile ROTH.

lui assigner une résidence et les nazis allèrent jusqu'à lui payer son billet de chemin de fer... Il ne fut interné qu'en 1944, à la suite de l'attentat contre Hitler.

« Combien vous faut-il pour vivre ? »

L'Institut d'opinion, publique a effectué, du 29 octobre au 5 novembre, une enquête sur le coût de la vie :

Quelle somme faut-il par mois, à votre avis, pour faire vivre une famille de quatre personnes dans votre localité ?

Il a obtenu les réponses suivantes :

Campagnes 12.000 fr. Villes de 20.000 à 200.000 habitants... 15.000 fr. Villes de 20.000 à

à notre représentation au parlement.

« On vient de fêter le cinquantenaire du bâton blanc », déclare L'Huma. C'est peut-être une fête pour les flûtes, mais pas pour les milliers de travailleurs qui subissent les répressions politiques.

Tout de même, on aura tout vu. Un journal appelé L'Humanité célèbre l'anniversaire de la traque des valets du capital !

LA CHANSON DU VOLONTAIRE

Quittant la machine et l'outil, Un jeune ouvrier de Madrid, Presqu'un gamin, A rejoint l'front républicain.

A fait le coup de feu Comme un vieux : Des alertes, des coups de main, Des attitudes en vœux en vol, Il travaillait sur le petit gars, Au moins, Il savait pour quoi.

Mais avec son méchant fusil, Cartouches qui manquent grâce aux amis, Le petit copain n'avait plus rien Que son courage et son entrain Devant le feu d'enfer de l'ennemi.

Un beau jour, une rafale de bombes d'avions Fiançés de mitrailleuses et de canons, Comme un épî coupa par terre Le brave volontaire.

Dans le communiqué, comme une balle perdue, Cette mort passa inaperçue, Mais on pouvait lire un peu plus bas :

La commission De non-intervention Travailla à la satisfaction Des délégués. Si ça continuait d'aller si bien Avec les concours de Rome et de Berlin On établirait pour l'an prochain Un texte tout d'qu'il y a d'plus étudié Sur la neutralité.

N'empêchez que le pauvre gas Avant de s'faire tuer là-bas Dans le sang et la boue continuait à espérer D'être ravalé ! N'a pas douté un seul instant Et jusqu'à son dernier moment Que les amis ne peuvent manquer d'aider Quand on lutte pour la liberté. Théophile ROTH.

lui assigner une résidence et les nazis allèrent jusqu'à lui payer son billet de chemin de fer... Il ne fut interné qu'en 1944, à la suite de l'attentat contre Hitler.

« Combien vous faut-il pour vivre ? »

L'Institut d'opinion, publique a effectué, du 29 octobre au 5 novembre, une enquête sur le coût de la vie :

Quelle somme faut-il par mois, à votre avis, pour faire vivre une famille de quatre personnes dans votre localité ?

Il a obtenu les réponses suivantes :

Campagnes 12.000 fr. Villes de 20.000 à 200.000 habitants... 15.000 fr. Villes de 20.000 à

à notre représentation au parlement.

« On vient de fêter le cinquantenaire du bâton blanc », déclare L'Huma. C'est peut-être une fête pour les flûtes, mais pas pour les milliers de travailleurs qui subissent les répressions politiques.

Tout de même, on aura tout vu. Un journal appelé L'Humanité célèbre l'anniversaire de la traque des valets du capital !

LA CHANSON DU VOLONTAIRE

Quittant la machine et l'outil, Un jeune ouvrier de Madrid, Presqu'un gamin, A rejoint l'front républicain.

A fait le coup de feu Comme un vieux : Des alertes, des coups de main, Des attitudes en vœux en vol, Il travaillait sur le petit gars, Au moins, Il savait pour quoi.

Mais avec son méchant fusil, Cartouches qui manquent grâce aux amis, Le petit copain n'avait plus rien Que son courage et son entrain Devant le feu d'enfer de l'ennemi.

Un beau jour, une rafale de bombes d'avions Fiançés de mitrailleuses et de canons, Comme un épî coupa par terre Le brave volontaire.

Dans le communiqué, comme une balle perdue, Cette mort passa inaperçue, Mais on pouvait lire un peu plus bas :

La commission De non-intervention Travailla à la satisfaction Des délégués. Si ça continuait d'aller si bien Avec les concours de Rome et de Berlin On établirait pour l'an prochain Un texte tout d'qu'il y a d'plus étudié Sur la neutralité.

N'empêchez que le pauvre gas Avant de s'faire tuer là-bas Dans le sang et la boue continuait à espérer D'être ravalé ! N'a pas douté un seul instant Et jusqu'à son dernier moment Que les amis ne peuvent manquer d'aider Quand on lutte pour la liberté. Théophile ROTH.

lui assigner une résidence et les nazis allèrent jusqu'à lui payer son billet de chemin de fer... Il ne fut interné qu'en 1944, à la suite de l'attentat contre Hitler.

« Combien vous faut-il pour vivre ? »

quel une loi électorale inique ne permet pas d'avoir de député ? Non, ce n'est pas le P.C.F. C'est le parti communiste allemand en Bavière !

Ohé les va-nu-pieds les gardiens changent de costume.

Un épisode des luttes révolutionnaires

En décembre 1936, les brigades internationales montèrent, pour la première fois, en ligne sur le front de Madrid à la Cité universitaire.

Madrid, depuis octobre, subissait le bombardement de l'aviation franquiste. Des milliers de femmes et d'enfants étaient tombés sous les coups des avions nazis et fascistes, établis dans les faubourgs de Madrid, causant de terribles ravages dans la population. C'est à ce moment que les miliciens de Duruti, les volontaires de la brigade « Marseillaise » conduite par Dumont, les Polonais de la Dombrowski, les internationalistes allemands, commandés par Beimkr, dans un magnifique élan dégagèrent la Cité universitaire et repoussèrent les fascistes à plusieurs kilomètres de Madrid.

Ce splendide fait d'armes restera dans les annales du mouvement ouvrier comme une lutte héroïque menée par l'élite du prolétariat mondial.

Comme le dit la Chanson du Volontaire :

DU MONDE ENTIER

GRÈCE

Ce sont les armes loyalement rendues par l'E.L.A.S. qui sont tournées contre elle par les royalistes...

M. Sofanopoulos, ancien ministre modéré des Affaires étrangères de Grèce et l'un des artisans de l'accord de Varkiza...

Aujourd'hui, M. Sofanopoulos, que la radio d'Athènes menace de mort, fait semblant de regretter la terreur qui s'est abattue sur son pays...

Une vague de terreur sans précédent s'est abattue sur toutes les parties de la Grèce...

A Salonique, où les prisons sont pleines, un ancien camp de concentration nazi a été rouvert à l'usage des révolutionnaires...

Dans le nord du pays, la bataille continue à faire rage et les partisans essaient, par des opérations coordonnées, de s'emparer de la vallée du Vardar...

Dans la région de Karakon, des éléments de la 15e division royaliste, appuyés par l'aviation, livrent de durs combats contre les bandits...

C'est ainsi que le général royaliste Veadini fait état de l'arrivée prochaine de dix-huit mille soldats américains qui seront dirigés vers la Macédoine...

De plus en plus, l'impérialisme anglo-américain cherche à étouffer le mouvement d'émancipation des travailleurs de Grèce...

ALLEMAGNE

La famine menace les travailleurs

BOCHUM, 27 novembre. — Réunis dans un meeting, les métallos de Bochum (Ruhr) ont décidé de se mettre en grève pour protester contre les rations alimentaires insuffisantes...

Sur toute l'étendue du territoire allemand des grèves sporadiques éclatent pour la même raison. Les autorités allemandes et anglaises de la Ruhr ont déclaré l'état de famine officiellement proclamé dans toute la région...

Des milliers de malades, sans-aliments, remplissent les hôpitaux. La continuation d'un pareil état de choses signifie la mort lente pour les millions d'individus qui n'ont pas d'autres ressources que le produit de leur travail...

La politique de brigandage économique qui saigne le pays à blanc est une menace, non seulement pour les travailleurs allemands, mais aussi pour ceux des pays « alliés », qui peuvent voir s'abattre sur eux les mêmes maux...

IRLANDE

DUBLIN. — La grève des ouvriers des sucreries, qui a éclaté voici plus d'une semaine, se poursuit. Alors que les patrons des usines se refusent à traiter avec d'autres organismes que le syndicat « officiel », les ouvriers, qui ont élu un comité de grève, ne veulent pas de l'intervention du syndicat et ne reconnaissent comme organisme représentatif que le comité qu'ils ont élu...

AUSTRALIE

SYDNEY. — Les mineurs de Bull s'étaient mis en grève pour protester contre une décision de la commission de compensation qui diminuait l'indemnité des mineurs dans l'impossibilité de travailler. Les mineurs de dix-sept puits sur dix-neuf, de la côte nord, ont déclenché une grève de solidarité...

PAS UN HOMME! PAS UN SOU! pour la guerre d'Indochine

Suite de la première page

La politique du moine sanglant

Avec le suicide de Dr Thinh, l'échec total de la politique du ministre des Colonies appliquée par l'amiral Thierry d'Argeuieu, s'est trouvé démasqué, et une nouvelle phase s'est ouverte.

Appelé à Paris il y a quelques semaines, le moine sanglant a compris qu'il ne pourrait pas repartir au Viet-Nam. Il semble bien qu'une des raisons qui ont motivé le dévouement rapide de la provocation française a été justement la peur des colonialistes de voir remplacer par un élément plus « conciliant ».

L'amiral d'Argenlieu, fidèle aux traditions des expéditions coloniales, est partisan d'une politique de force menée sans pitié. Il est, avec le général Leclerc, responsable des atrocités qui sont commises depuis un an pour tenter de briser la résistance vietnamienne.

Le comité interministériel pour l'Indochine, composé de ministres M.R.P. et de députés de droite, a décidé à l'unanimité de renvoyer d'Argenlieu en Indochine. Charles Tillon, notre ministre communiste de l'Armement et membre du comité interministériel, s'était fait « excuser ».

Comme on le voit, dans ce domaine, la provocation des colonialistes a réussi.

De plus en plus, l'impérialisme anglo-américain cherche à étouffer le mouvement d'émancipation des travailleurs de Grèce. De plus en plus, la classe ouvrière internationale doit redoubler d'efforts en faveur de ses camarades grecs.

De plus en plus, l'impérialisme anglo-américain cherche à étouffer le mouvement d'émancipation des travailleurs de Grèce. De plus en plus, la classe ouvrière internationale doit redoubler d'efforts en faveur de ses camarades grecs.

De plus en plus, l'impérialisme anglo-américain cherche à étouffer le mouvement d'émancipation des travailleurs de Grèce. De plus en plus, la classe ouvrière internationale doit redoubler d'efforts en faveur de ses camarades grecs.

De plus en plus, l'impérialisme anglo-américain cherche à étouffer le mouvement d'émancipation des travailleurs de Grèce. De plus en plus, la classe ouvrière internationale doit redoubler d'efforts en faveur de ses camarades grecs.

De plus en plus, l'impérialisme anglo-américain cherche à étouffer le mouvement d'émancipation des travailleurs de Grèce. De plus en plus, la classe ouvrière internationale doit redoubler d'efforts en faveur de ses camarades grecs.

De plus en plus, l'impérialisme anglo-américain cherche à étouffer le mouvement d'émancipation des travailleurs de Grèce. De plus en plus, la classe ouvrière internationale doit redoubler d'efforts en faveur de ses camarades grecs.

De plus en plus, l'impérialisme anglo-américain cherche à étouffer le mouvement d'émancipation des travailleurs de Grèce. De plus en plus, la classe ouvrière internationale doit redoubler d'efforts en faveur de ses camarades grecs.

De plus en plus, l'impérialisme anglo-américain cherche à étouffer le mouvement d'émancipation des travailleurs de Grèce. De plus en plus, la classe ouvrière internationale doit redoubler d'efforts en faveur de ses camarades grecs.

De plus en plus, l'impérialisme anglo-américain cherche à étouffer le mouvement d'émancipation des travailleurs de Grèce. De plus en plus, la classe ouvrière internationale doit redoubler d'efforts en faveur de ses camarades grecs.

De plus en plus, l'impérialisme anglo-américain cherche à étouffer le mouvement d'émancipation des travailleurs de Grèce. De plus en plus, la classe ouvrière internationale doit redoubler d'efforts en faveur de ses camarades grecs.

De plus en plus, l'impérialisme anglo-américain cherche à étouffer le mouvement d'émancipation des travailleurs de Grèce. De plus en plus, la classe ouvrière internationale doit redoubler d'efforts en faveur de ses camarades grecs.

De plus en plus, l'impérialisme anglo-américain cherche à étouffer le mouvement d'émancipation des travailleurs de Grèce. De plus en plus, la classe ouvrière internationale doit redoubler d'efforts en faveur de ses camarades grecs.

De plus en plus, l'impérialisme anglo-américain cherche à étouffer le mouvement d'émancipation des travailleurs de Grèce. De plus en plus, la classe ouvrière internationale doit redoubler d'efforts en faveur de ses camarades grecs.

De plus en plus, l'impérialisme anglo-américain cherche à étouffer le mouvement d'émancipation des travailleurs de Grèce. De plus en plus, la classe ouvrière internationale doit redoubler d'efforts en faveur de ses camarades grecs.

De plus en plus, l'impérialisme anglo-américain cherche à étouffer le mouvement d'émancipation des travailleurs de Grèce. De plus en plus, la classe ouvrière internationale doit redoubler d'efforts en faveur de ses camarades grecs.

De plus en plus, l'impérialisme anglo-américain cherche à étouffer le mouvement d'émancipation des travailleurs de Grèce. De plus en plus, la classe ouvrière internationale doit redoubler d'efforts en faveur de ses camarades grecs.

De plus en plus, l'impérialisme anglo-américain cherche à étouffer le mouvement d'émancipation des travailleurs de Grèce. De plus en plus, la classe ouvrière internationale doit redoubler d'efforts en faveur de ses camarades grecs.

De plus en plus, l'impérialisme anglo-américain cherche à étouffer le mouvement d'émancipation des travailleurs de Grèce. De plus en plus, la classe ouvrière internationale doit redoubler d'efforts en faveur de ses camarades grecs.

De plus en plus, l'impérialisme anglo-américain cherche à étouffer le mouvement d'émancipation des travailleurs de Grèce. De plus en plus, la classe ouvrière internationale doit redoubler d'efforts en faveur de ses camarades grecs.

De plus en plus, l'impérialisme anglo-américain cherche à étouffer le mouvement d'émancipation des travailleurs de Grèce. De plus en plus, la classe ouvrière internationale doit redoubler d'efforts en faveur de ses camarades grecs.

De plus en plus, l'impérialisme anglo-américain cherche à étouffer le mouvement d'émancipation des travailleurs de Grèce. De plus en plus, la classe ouvrière internationale doit redoubler d'efforts en faveur de ses camarades grecs.

POÈME D'UN VIETNAMIEN

La fin d'un beau voyage

(dédié aux F.P.L. et F.F.L.)

Un jour, quand vous retournerez à vos foyers, Vous direz, les yeux lourds de vastes horizons, Vos aventures, vos exploits, vos randonnées, Et de votre combat les plus hautes leçons.

Vous coterez comment une immense ferveur, Vous mena, victorieux, d'Afrique en Italie, De Bayeux à Berlin, avec quel doux bonheur Vous redonniez la gloire à la France meurtrie.

Le cercle de famille, émerveillé, dira: « Mais c'est une épopée que ce siècle inscra. « Dites-nous maintenant la fin de votre histoire. »

Alors, baissant les yeux, lourds cette fois de honte: « Au pays du Viet-Nam, contre un peuple qui monte, « Contre la liberté nous lutâmes sans gloire. »

Pourquoi on fait la guerre en Indochine ?

A l'usage des écoliers et du bon public, les journaux réactionnaires racontent que l'intervention en Indochine n'a pas d'autre but que de « pacifier » le pays et de lui prodigier les bienfaits de la civilisation française.

Il suffit de citer quelques chiffres pour montrer les raisons qui poussent les d'Argenlieu et C^o à intervenir brutalement depuis une année.

« La Vie financière », du 30 novembre, écrit: « Le bilan du commerce extérieur du port de Saigon fait ressortir une balance commerciale nettement créditrice, puisque le chiffre des exportations, pour les neuf premiers mois de 1946, est trois fois plus fort que celui des importations. »

Pour le mois de septembre, continue le journal, ces exportations représentaient une valeur de 1.493.549.228 fr. contre 641 million 809.974 fr. pour les importations; pour l'ensemble du troisième trimestre 3.449.564.641 francs, contre 1.345.168.399 francs. »

Quand nous disions: « la guerre de l'Indochine, c'est la guerre du caoutchouc », ce n'était pas une affirmation « gratuite ». « La Vie financière » écrit à ce sujet:

« Le caoutchouc représentait, à lui seul, pendant le mois de septembre, plus de 15.000 tonnes, sur un total de moins de 40.000 tonnes exportées, soit une valeur de 936.037.664 francs, c'est-à-dire environ les trois cinquièmes de la valeur totale des exportations de la colonie. »

Le colonialisme à l'œuvre en Indochine

Des faits, des documents. Rapport d'un juge d'instruction. Parti de Saigon le 13 novembre 1946, je suis arrivé à Paris le 19 par avion militaire.

Pendant neuf mois, j'ai exercé en Indochine les fonctions de juge d'instruction près du tribunal militaire de la 3^e D.I.C.

Lisant les journaux de Paris, j'ai vu que l'on envisage de prendre en pays ennemi des mesures militaires qui engageraient les récents événements survenus à Hoi-Phong, Hanoi et Langson.

Mon impression immédiate est que ces agressions causées, disent certains journaux, par les Vietnamiens, sont le résultat de provocations longtemps méditées par les milieux militaires français hostiles à Ho Chi Minh, qu'ils ont toujours détesté.

Envoyé en mission à Hanoi, j'y ai passé cinq jours, du 15 au 20 octobre 1946. J'ai pris contact avec le commandant de la place d'Hanoi, le colonel Herque, que je connaissais personnellement. A ce titre, j'ai été reçu dans son entourage.

Dans son bureau et dans son salon, un petit chat se promène, qui répond au nom d'Ho Chi Minh.

Le 20 novembre 1946, sans motif valable, des autorités militaires françaises ont brutalement arrêté les travailleurs vietnamiens concentrés à Albi, parmi lesquels plusieurs ont été gravement blessés, 10 sont presque morts et 9 aveugles.

Ce maltraitement prouve une fois de plus que les autorités françaises sont toujours loin de pratiquer les obligations du modus vivendi stipulant que des mesures amicales doivent être entreprises des deux côtés pour réaliser le rapprochement franco-vietnamien.

Nous protestons par conséquent énergiquement contre l'observation du modus vivendi de la part des autorités militaires françaises et en rejetons toute la faute sur elles.

Nous demandons: 1° Que soient libérés immédiatement les 9 travailleurs vietnamiens d'Albi, ainsi que tous les détenus de Bossuet (conformément à l'article IX du modus vivendi); 2° Que désormais toutes méthodes brutales soient interdites.

Marseille, le 27 novembre 1946. Le Comité de Marseille des Travailleurs vietnamiens.

N.D.L.R. — Seule l'absence de place nous empêche de publier les résolutions reçues de Carcassonne, de Toulouse et des Sabès-Olonne.

LES VIETNAMIENS exigent leur rapatriement! Résolutions envoyées à "La Vérité"

De Moulins: 2° Le manque de bonne volonté de la part du gouvernement français qui évoque souvent le manque de bateaux pour expliquer le retard de notre rapatriement; or, dès la fin des hostilités, le gouvernement disposait bien suffisamment de moyens pour assurer le transport des 100.000 soldats composant le corps expéditionnaire.

Nous demandons: 1° Le rapatriement immédiat de tous les malades qui souffrent actuellement dans les camps de Marseille; 2° L'accélération dans l'application du plan de rapatriement afin que nous puissions rejoindre dans le plus bref délai notre pays natal.

Moulins, le 22 novembre 1946. Les 500 travailleurs Vietnamiens des 27^e et 33^e compagnies, de Moulins.

De Paris: Nous, travailleurs vietnamiens de la région parisienne, protestons énergiquement contre le retard apporté dans notre rapatriement et celui de nos malades entassés depuis 7 ans dans les camps.

Reclamons: 1° Le rapatriement immédiat de nos malades; 2° Des bateaux pour 15.000 travailleurs vietnamiens.

Paris, le 21 novembre 1946. Pour les travailleurs de la région parisienne:

les films ★ les films ★ les films ★ les films ★ les films

ROME Ville Ouverte

Nous avions déjà vu « La Bataille du Rail » et ce film admirable, « La Dernière Chance ».

Voici aujourd'hui « Rome, ville ouverte ». Plus encore que dans « La Bataille du Rail » et « La Dernière Chance », un metteur en scène a fait vivre des hommes, des combattants dont nous nous sentons infiniment proches. Au-delà de toute question politique immédiate (quelle devait être la politique d'un parti d'ouvriers dans la lutte contre le nazisme?), ce sont les hommes qui nous intéressent.

La liberté toute simple qui, avec l'appartenance des dictateurs militaires et surtout du fascisme, est redevenue une des revendications quotidiennes de la classe ouvrière.

Ces trois films ont un caractère commun sur lequel il faut insister aujourd'hui plus que jamais. On nous a montré des hommes et des femmes qui ont su résister à la barbarie nazie et à leur liberté et à leur vie pour la cause de la liberté.

« Rome Ville ouverte », ce n'est pas seulement la lutte des communistes Manfredi et Francesco contre le Gestapo. C'est Pina, cette admirable ouvrière italienne, qui conduit les ménagères à l'assaut d'une boulangerie qui réserve son pain pour les riches. C'est Pina qui, un jour, demande: « Les Américains, ça existe? », et qui répond, en désignant un immeuble écarté par les bombes: « Il paraît ». C'est la vie d'une cité ouvrière avec ses familles entassées dans des pièces sordides. Ce sont les enfants de travailleurs habités d'indépendance et au combat. C'est le chef de la police italienne qui collabore fraternellement avec le chef de la Gestapo. Ce sont les fascistes italiens qui, aux côtés des policiers allemands, continuent à espionner, à moucharder, à assassiner.

Dans « La Dernière Chance » et dans « Rome Ville ouverte », un des personnages centraux est un prêtre. Encore s'agit-il dans l'un et l'autre cas de curés pauvres liés à leur petit village de montagne, ou aux ouvriers du quartier. Certes, nous savons que de tels prêtres ont aidé



Les Juifs traqués ou les communistes. Mais personne ne s'aviserait de nous montrer des membres du Haut Clergé aux prises avec la Gestapo. A une ou deux exceptions près, toute la bande d'évêques et de cardinaux était du côté du mal.

quelques curés qui ont lutté contre l'occupant, préoccupés de faire vivre leurs principes chrétiens, nous sont proches sur le plan humain. Ils ne peuvent nous faire oublier les Suhard et les Gerlier, le Cardinal Schuster, évêque de Milan et ami fidèle de Mussolini.

Ce fait voir « Rome Ville ouverte » et « Rome Ville ouverte », ce n'est pas seulement la lutte des communistes Manfredi et Francesco contre le Gestapo. C'est Pina, cette admirable ouvrière italienne, qui conduit les ménagères à l'assaut d'une boulangerie qui réserve son pain pour les riches. C'est Pina qui, un jour, demande: « Les Américains, ça existe? », et qui répond, en désignant un immeuble écarté par les bombes: « Il paraît ». C'est la vie d'une cité ouvrière avec ses familles entassées dans des pièces sordides. Ce sont les enfants de travailleurs habités d'indépendance et au combat. C'est le chef de la police italienne qui collabore fraternellement avec le chef de la Gestapo. Ce sont les fascistes italiens qui, aux côtés des policiers allemands, continuent à espionner, à moucharder, à assassiner.

Dans « La Dernière Chance » et dans « Rome Ville ouverte », un des personnages centraux est un prêtre. Encore s'agit-il dans l'un et l'autre cas de curés pauvres liés à leur petit village de montagne, ou aux ouvriers du quartier. Certes, nous savons que de tels prêtres ont aidé

les Juifs traqués ou les communistes. Mais personne ne s'aviserait de nous montrer des membres du Haut Clergé aux prises avec la Gestapo. A une ou deux exceptions près, toute la bande d'évêques et de cardinaux était du côté du mal.

quelques curés qui ont lutté contre l'occupant, préoccupés de faire vivre leurs principes chrétiens, nous sont proches sur le plan humain. Ils ne peuvent nous faire oublier les Suhard et les Gerlier, le Cardinal Schuster, évêque de Milan et ami fidèle de Mussolini.

La résistance vietnamienne

Dès les premières nouvelles, nous avons senti à nouveau peser le grand souffle révolutionnaire du Viet-Nam: en dehors des Viet-Nam, nous avons entendu l'appel magnifique du Comité exécutif du Viet-Minh criant à son président: « Résistez! tout le Viet-Nam, est prêt à la lutte. » C'est un des chefs du Viet-Minh de Cochinchine qui a déclaré: « Seuls les balles et les fusils pourront arrêter les réactionnaires français. »

Camarades du Viet-Minh! Le prolétariat français tout entier sympathise avec vous, avec votre lutte pour l'Indépendance.

Votre résistance maintenant légendaire à l'impérialisme français est pour nous tous un exemple sans pareil qui ne peut qu'exalter tous ceux qui ont foi dans le socialisme et la liberté.

Notre tâche à nous, travailleurs français, est claire: nous nous souvenons des dockers d'Amsterdam qui ont refusé de charger les navires de l'expédition contre la révolution indonésienne. Nous nous souvenons des soldats hollandais qui ont refusé de partir à la mort pour les profits des pétroliers de la Royal Dutch. Les travailleurs de Pays-Bas ont montré la voie. Les travailleurs de ce pays ne peuvent que les imiter.

Les dockers de Marseille et d'Anvers du Nord doivent refuser de charger des armes et des troupes contre le Viet-Nam.

Les soldats français ne doivent pas accepter d'aller mourir pour les profits des banquiers et des gros colons.

Le Parti communiste internationaliste appelle les travailleurs de France, socialistes, communistes, trotskistes et anarchistes à une lutte sans merci contre les impérialistes français.

Travailleurs! Communistes! Souvenez-vous de la lutte contre les expéditions coloniales du Maroc et de Syrie!

Souvenez-vous de la grève générale contre la guerre du 12 octobre 1925! D'Argenlieu et ses complices représentent la tradition des Gallieni et des Liautey.

Prenez maintenant la tradition de la lutte anti-impérialiste. Avec les combattants du Viet-Nam, écoutez la réaction et les assassins des peuples coloniaux.

S. ROCHAL.

Le mineur américain est tranquille.

Toute la classe ouvrière est derrière lui.

Au Congrès du C.I.O., les discours de Phillip Murray et de Walter Reuther, président du Syndicat de l'Automobile ont été très importants.

Murray, vieux leader réformiste a pris soin de ne choquer ni le gouvernement ni le patronat. Il a déclaré que le C.I.O. ne renoncera pas de recourir à des grèves, et a proposé au patronat un terrain d'entente.

Reuther, le jeune leader de la grève de la General Motors de l'hiver dernier est plus proche des ouvriers. A l'encontre de Murray, il a affirmé que si le patronat ne consentait pas à des augmentations de salaires, les travailleurs passeraient à l'action. Il a demandé une solidarité de dix à douze millions de dollars pour aider l'importe quel syndicat du C.I.O. qui entrerait en lutte avec les patrons.

Le congrès a adopté à l'unanimité une résolution se prononçant pour une importante augmentation de salaire en rapport avec le coût

de la vie. En même temps, les leaders des trois grands fédérations, de l'Automobile, des aciéries et de l'électricité, ont tenu des réunions pour mettre au point une stratégie commune dans les luttes à venir.

Le contrat des ouvriers des aciéries se termine le 31 décembre et l'unité d'action entre cette fédération et les deux autres (totalisant près de deux millions d'adhérents) va donner du fil à retordre à Truman et au patronat.

Le combat des mineurs. Précédant l'entrée en lutte des autres syndicats, les mineurs sont passés à l'offensive en respectant la tradition « pas de contrat, pas de travail ». Les mines ayant été prises en gestion par le gouvernement (sans que pour cela les patrons cessent de toucher leurs bénéfices) les mineurs se trouvent face à face avec le gouvernement capitaliste.

Les mineurs ont jeté un défi à Truman. Car se basant sur la loi Smith-Connally (voici pendant la guerre qui défend aux syndicats de faire grève dans une usine sous gestion gouvernementale), on a interdit aux mineurs et à leur chef John Lewis de déclarer la grève.

« Pas de contrat, pas de travail ». Toutes les mines se sont arretées. Alors la répression gouvernementale s'est abattue sur Lewis et le syndicat qui sont assignés à comparaître devant le tribunal.

Les patrons osent même imposer des amendes aux grévistes, préférables sur leur salaire de novembre, deux dollars déduits pour chaque jour de grève.

Mais il est peu probable que le gouvernement mette Lewis en prison car cela déclencherait une vague de luttes ouvrières qui aurait des répercussions sur l'ensemble de l'économie. L'incarcération de Lewis pourrait même créer l'unité d'action entre le C.I.O. et l'A.F.L., plus conservatrice, à laquelle est affilié le syndicat des mineurs. Les leaders de ces deux centrales en ont d'ailleurs prévenu le gouvernement.

Les patrons viennent de proposer l'ouverture de négociations avec Lewis; ils essaieront certainement d'obtenir des concessions des mineurs qui demandent, principalement la réduction de la semaine de travail de 54 heures à 40 sans baisse de salaire.

Le patronat américain, sans aucun doute, voudrait voir s'arrêter le conflit avec les mineurs avant que les autres syndicats ne passent à l'action générale.

PAOLI.

La grève des mineurs américains

LES TRAVAILLEURS DES ACIERIES MENAGENT DE CESSER LE TRAVAIL le 31 décembre

Les travailleurs américains subissent depuis plusieurs mois la baisse des prix sans aucune augmentation de salaire.

C'est pourquoi la grève des mineurs aux Etats-Unis n'est que le prélude d'une série de batailles entre les syndicats et le patronat américain.

Le Congrès du C.I.O., l'une des deux grandes centrales syndicales vient de se terminer. Ce congrès a reflété la volonté des masses ouvrières d'élever leur niveau de vie et a marqué l'intention des syndicats de se défendre cet hiver contre l'offensive patronale.

Le Congrès du C.I.O., les discours de Phillip Murray et de Walter Reuther, président du Syndicat de l'Automobile ont été très importants.

Murray, vieux leader réformiste a pris soin de ne choquer ni le gouvernement ni le patronat. Il a déclaré que le C.I.O. ne renoncera pas de recourir à des grèves, et a proposé au patronat un terrain d'entente.

Reuther, le jeune leader de la grève de la General Motors de l'hiver dernier est plus proche des ouvriers. A l'encontre de Murray, il a affirmé que si le patronat ne consentait pas à des augmentations de salaires, les travailleurs passeraient à l'action. Il a demandé une solidarité de dix à douze millions de dollars pour aider l'importe quel syndicat du C.I.O. qui entrerait en lutte avec les patrons.

Le congrès a adopté à l'unanimité une résolution se prononçant pour une importante augmentation de salaire en rapport avec le coût

de la vie. En même temps, les leaders des trois grands fédérations, de l'Automobile, des aciéries et de l'électricité, ont tenu des réunions pour mettre au point une stratégie commune dans les luttes à venir.

Le contrat des ouvriers des aciéries se termine le 31 décembre et l'unité d'action entre cette fédération et les deux autres (totalisant près de deux millions d'adhérents) va donner du fil à retordre à Truman et au patronat.

Le combat des mineurs. Précédant l'entrée en lutte des autres syndicats, les mineurs sont passés à l'offensive en respectant la tradition « pas de contrat, pas de travail ». Les mines ayant été prises en gestion par le gouvernement (sans que pour cela les patrons cessent de toucher leurs bénéfices) les mineurs se trouvent face à face avec le gouvernement capitaliste.

Les mineurs ont jeté un défi à Truman. Car se basant sur la loi Smith-Connally (voici pendant la guerre qui défend aux syndicats de faire grève dans une usine sous gestion gouvernementale), on a interdit aux mineurs et à leur chef John Lewis de déclarer la grève.

« Pas de contrat, pas de travail ». Toutes les mines se sont arretées. Alors la répression gouvernementale s'est abattue sur Lewis et le syndicat qui sont assignés à comparaître devant le tribunal.

Les patrons osent même imposer des amendes aux grévistes, préférables sur leur salaire de novembre, deux dollars déduits pour chaque jour de grève.

Mais il est peu probable que le gouvernement mette Lewis en prison car cela déclencherait une vague de luttes ouvrières qui aurait des répercussions sur l'ensemble de l'économie. L'incarcération de Lewis pourrait même créer l'unité d'action entre le C.I.O. et l'A.F.L., plus conservatrice, à laquelle est affilié le syndicat des mineurs. Les leaders de ces deux centrales en ont d'ailleurs prévenu le gouvernement.

Les patrons viennent de proposer l'ouverture de négociations avec Lewis; ils essaieront certainement d'obtenir des concessions des mineurs qui demandent, principalement la réduction de la semaine de travail de 54 heures à 40 sans baisse de salaire.

Le patronat américain, sans aucun doute, voudrait voir s'arrêter le conflit avec les mineurs avant que les autres syndicats ne passent à l'action générale.

PAOLI.

Un nouveau complot contre le peuple Espagnol

Le Journal de la Confédération Nationale du Travail d'Espagne, « Solidaridad Obrera », paraissant en Espagne et appartenant à l'alle anti-ministerialiste des anarchosyndicalistes espagnols, a consacré, récemment, un de ses articles à dénoncer la tentative d'établir entre l'Alliance Nationale des Forces Démocratiques d'Espagne et les éléments monarchistes et militaires, une collaboration qui tendrait à garantir la survie de l'appareil militaire et policier franquiste, à garantir l'ordre dans la perspective d'événements tels que de prochains élections, en empêchant que les masses espagnoles ne liquident le régime franquiste.

Nous ne savons pas le détail de ce complot pour des dirigeants « républicains » espagnols avec les dirigeants monarchistes et militaires. Mais il est clair qu'il faut relier cette politique honteuse à toutes les intrigues et manœuvres des réactionnaires monarchistes et militaires tendant à garantir la survie de l'appareil militaire et policier franquiste, à garantir l'ordre dans la perspective d'événements tels que de prochains élections, en empêchant que les masses espagnoles ne liquident le régime franquiste.

Ensuite le colonel Morlaire me souligne que le général Morlaire fait trop de concessions, qu'il est plutôt un politicien qu'un stratège et se laisse bernier par les Annamites.

<

DU CONGRES DES POSTIERS doit sortir un programme de lutte revendicative

Les assemblées de sections préparatoires au congrès extraordinaire de la Fédération postale sont à peu près terminées. Elles révèlent qu'une forte opposition se dresse contre les dirigeants fédéraux; contre leurs méthodes et leur politique de capitulation devant la bourgeoisie.

Depuis la grève générale des P.T.T., l'unité syndicale est ébranlée, le danger de scission est apparu.

La position insensée de quelques départements — la Haute-Vienne, la Gironde, le Puy-de-Dôme, etc. — de ne pas participer à un congrès a contribué largement au renforcement des staliniens, jusqu'ici majoritaires, d'une part; le sabotage des revendications les plus élémentaires des travailleurs par les dirigeants staliniens au nom du « produire d'abord », d'autre part, ont créé un malaise dangereux dans la corporation, en exacerbant l'esprit de catégorie.

Les récentes manifestations et, en particulier, la cessation du travail des cadres du Central télégraphique, prouvent que si le congrès ne réussit pas à dresser un véritable cahier de revendications, portant sur la revalorisation des traitements et des retraites basées sur un minimum vital,

à la Régie Renault au Mans

Une expérience de gestion ouvrière

De notre env. spécial R. Valenti

Le Mans, 1^{er} décembre.

On sait que le mardi 26 novembre, les deux mille ouvriers de la Régie Renault, au Mans, faisaient la grève sur le tas pour exiger le licenciement du directeur administratif adjoint de l'usine, ex-collaborateur notoire, qui se signalait par une attitude de combat antiouvrière.

Sitôt la grève commencée, un placard de la direction fut aussitôt affiché dans l'usine, annonçant la fermeture des ateliers jusqu'à nouvel avis.

Mais le comité d'entreprise et les ouvriers ne l'entendirent pas de cette oreille. Mercredi matin, des voitures avec haut-parleurs sillonnèrent Le Mans en appelant les ouvriers à reprendre le travail, ce qui fut fait par la totalité des ouvriers. Jusqu'à vendredi, l'usine tourna sous la direction d'un comité central de travail. Le vendredi, la direction capitula, un arbitre venu de Paris décida le déplacement du directeur-adjoint.

LA CONSPIRATION DU SILENCE

Dès mon arrivée au Mans, je me rends compte que la presse locale avait étouffé le conflit opposant les ouvriers de Renault à leur direction.

Un délégué syndical me déclara qu'il y avait accord entre le syndicat ouvrier et la direction de la Régie Renault pour ne pas ébruiter l'affaire. M'étant rendu aux usines Renault, j'étais, à midi, de rentrer à la cantine pour interviewer les ouvriers, mais j'en suis empêché par deux surveillants de l'usine.

Cette conspiration du silence prouve que les dirigeants de la Fédération des métaux ne tiennent pas à ce que cette expérience de gestion ouvrière soit largement connue par les travailleurs. De son côté, le patronat ne veut pas que l'on sache que la classe ouvrière possède la maturité suffisante pour prendre en main la gestion des usines.

L'origine de ce conflit prouve que les pseudo-nationalisations du gouvernement tripartite laissent à la tête des entreprises des cadres antisociaux. Le P.C.I. a continuellement dénoncé et n'a cessé d'affirmer que les nationalisations devaient se faire sous contrôle ouvrier.

La gestion de l'usine Renault, au Mans, par un comité central de travail montre que les délégués ouverts des comités d'entreprise doivent et peuvent contrôler la production.

CHRONIQUE PAYSANNE

Les organisateurs de la vie chère

Les gouvernements capitalistes de gauche ou de droite ont toujours le cœur tendre quand il s'agit de défendre le profit capitaliste. Ils s'efforcent ensuite de semer la discordance entre ouvriers et paysans travailleurs pour mieux défendre les intérêts du capitalisme affamé.

Voici quelques faits précis : Bretagne: agriculteurs, consommateurs et négociants se mettent d'accord pour fixer à 4.000 francs le prix de la tonne de pommes à cuire.

Le gouvernement accordé aux industriels distillateurs le prix de vente de l'alcool à 3.900 fr. l'hectolitre. Ce prix permettrait de payer la pomme 16.000 fr. la tonne.

Les négociants évincés par les distillateurs obtiennent le déblocage de la pomme, qui monte à 9.000 francs la tonne.

Résultat: gros bénéfice pour les gros et pas de cidre pour les travailleurs.

Limousin: les prix de la viande au détail sont sans rapport avec les prix du bétail à la production.

Bouchers et marchands de bœufs réalisent de scandaleux bénéfices en vendant à la taxe.

tail, d'après les indices réels du coût de la vie, l'application de l'échelle mobile, sauvegardant un pouvoir d'achat décent, le danger de scission et la création de syndicats de catégories ne pourra que s'accroître.

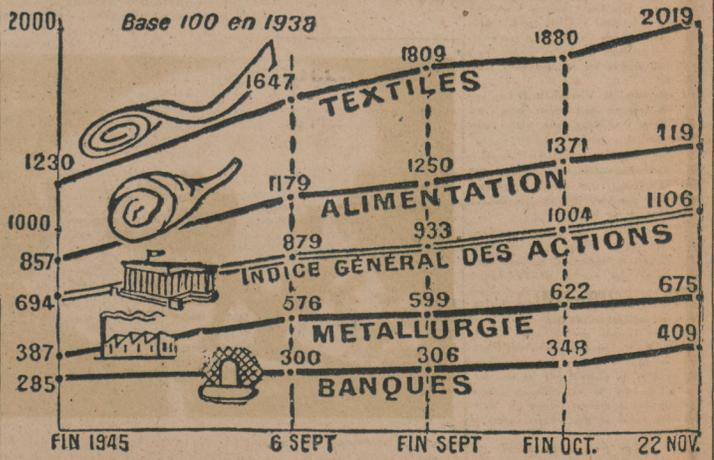
Le congrès doit prendre ses responsabilités, soit continuer la politique stalinienne de collabora-

tion de classes au détriment des intérêts des travailleurs des P.T.T., acceptant la condamnation de toutes grèves revendicatives, lesquelles ne pourront que nuire au redressement de l'Etat bourgeois, et alors c'est la porte ouverte vers un proche effondrement de la Fédération.

Où le congrès reviendra sur le

terrain de classes afin de permettre à la corporation d'engager le combat revendicatif en préparant la grève générale, seule capable de faire aboutir les revendications, et alors l'unité ne pourra sortir que renforcée.

De ce congrès doit sortir: un cahier de revendications, un programme d'action.



Ce graphique, publié par « La Vie française », organe financier, montre la progression des valeurs en Bourse depuis le début 1946. Pendant la même période, les augmentations de salaire accordées aux travailleurs ne dépassaient pas 25 %.

Nous voyons ici que les capitalistes ont bien su mettre leurs actions en rapport avec le coût de la vie.

De leur côté, les travailleurs doivent imposer aux capitalistes l'échelle mobile des salaires, qui mettra les salaires aussi en rapport avec le coût de la vie.

Réforme des télécommunications ou spoliation future d'un service public par les entreprises capitalistes ?

Le Congrès extraordinaire de la Fédération nationale des travailleurs des P.T.T. va tenir ses assises pendant le cours de la semaine prochaine.

Revalorisation générale des salaires, traitements et retraites; reclassement de la fonction publique; problèmes d'orientation syndicale; questions d'urgence; attention des délégués et surveillants; sans nul doute, des débats passionnés.

Outre ces questions essentielles, placées au premier plan des travaux du Congrès, l'ordre du jour comporte également l'étude d'un « projet de réforme des télécommunications » présenté par la Commission exécutive sortante.

Comment on entend la réforme des télécoms

Ce document correspond à un état d'esprit fort répandu parmi les fonctionnaires techniques, dont l'objectif immédiat consiste à séparer l'administration en deux parties distinctes et étanches:

D'une part, les services postaux et, d'autre part, les services électriques (téléphones, télégraphes, T.S.F.).

Dans le cas où le projet recevrait l'agrément des hautes sphères gouvernementales, l'administration des P.T.T. se verrait contrainte de procéder à un système de recrutement différent pour chaque branche de son activité. Ainsi, dès leur entrée par voie d'examen ou de concours, les agents se trouveraient dans l'obligation de cantonner leur savoir dans les limites restrictives de leur spécialisation.

De ce fait, le postier n'aurait plus rien de commun avec le télégraphiste et la téléphoniste.

Deux états distincts sous la houlette d'un chef unique, tel deviendrait demain l'administration des P.T.T. par le fonctionnement normal de ces institutions éventuelles, et pour le plus grand dommage des conditions de travail et d'avancement du personnel.

De nombreuses difficultés ne

tarderaient pas à surgir dans les rouages de ce mécanisme compliqué.

Le cloisonnement appelle la séparation totale!

Les hauts fonctionnaires des services électriques réclameraient — non sans arguments plausibles — une direction particulière, indépendante des autres services. Et bientôt les télécommunications seraient érigées en administration nouvelle avec son ministre ou son sous-secrétaire d'Etat propre.

L'exemple de la radio-diffusion, détachée des P.T.T. en 1939, demeure présent à notre mémoire et constitue un précédent analogue.

La Direction des télécommunications deviendrait alors une proie facile pour la rapacité des firmes de construction d'appareils téléphoniques et pour les compagnies de télégraphie sans fil (Radio-France, Commercial-Cable, etc.).

La grave crise du téléphone que nous subissons aujourd'hui (150.000 abonnements restent en souffrance par manque d'appareils, de câbles et de centraux) sent déjà de base aux adversaires du monopole.

Les travailleurs paieront les frais

En effet, l'installation d'un réseau téléphonique et téléphonique, doté d'un matériel neuf et renouvelé, nécessite de lourdes dépenses, dont l'amortissement serait supporté exclusivement par les usagers.

La moindre communication téléphonique, le plus brève télégramme deviendrait un luxe!

La population laborieuse se verrait privée du bénéfice d'un service public rendu onéreux et hors de proportion avec ses modestes ressources financières.

Enfin, perspective plus redoutable encore, qui écarte toute incidence directe sur la hausse générale des prix.

Derrière l'idée anodine d'une « réforme des télécoms ».

A. LE DEMER.

Pour permettre de saper sur-le-champ les intentions malveillantes des trusts, les travailleurs des P.T.T. doivent repousser toute tentative de divorce au sein de leur administration.

Ils rejetteront et dénonceront le texte fédéral et lui opposeront un contre-projet cohérent et efficace, capable d'assurer aux ressortissants de chaque catégorie un traitement décent avec des conditions de travail et des règles d'avancement saines et honnêtes.

MARGNE.

Croisades et Carnaval

Les promesses creuses et les manifestations sans résultat ne nous donneront pas de la viande

Le porc à 400 francs le kilo... la viande de bœuf introuvable... De temps en temps, 150 grammes de frigo qu'on nous jette comme un os à ronger.

Or, devant cette situation, que fait la C.G.T. ?

La croisade des va-t-en-guerre contre les intermédiaires

On se souvient qu'il y a un mois, Racamond et André Lunet avaient fait un pèlerinage dans le Limousin pour conclure avec les éleveurs un accord suivant lequel le bétail serait livré directement aux bouchers détaillants de Paris sans passer par les intermédiaires.

Pendant huit jours, on a pu lire en première page de L'Humanité des articles victorieux annonçant l'arrivée des trains de bestiaux, résultat des efforts de nos croisades.

À l'époque, nous avions expliqué dans La Vérité qu'en l'absence du contrôle populaire du ravitaillement, cette croisade était vouée à l'échec.

En effet, les marchands de bestiaux après le départ du Limousin de la délégation de la C.G.T. déclaraient aux paysans qu'ils n'avaient conclu l'accord qu'« à titre provisoire », et que dans le cas où ils s'expatrieraient aux bouches détaillants.

Devant le piteux résultat du pèlerinage de la délégation de la C.G.T., Racamond, Henaff et Lunet, pour tenir en haleine les travailleurs, organisèrent la manifestation de la Villette.

La mascarade de la Villette

Le lundi 25 novembre, à l'appel de nombreux travailleurs ont défilé de la porte de Pantin aux abattoirs de la Villette avec des banderoles où on lisait: « Les choux bestiaux feront pression sur les éleveurs qui vendent directement aux détaillants. »

Et de nouveau la viande manquera.

Lettre du Syndicat du personnel de la Cie Hydro-Electrique d'Auvergne à la Presse

Monsieur le Directeur,

Nous attirons votre attention sur l'extrême gravité de la situation qui a amené nos travailleurs, à bout de patience, à prévoir la grève pour une date extrêmement rapprochée. Si satisfaction n'est pas donnée à leur revendication d'un salaire de base de 5.000 francs.

Pour bien comprendre comment les choses ont pu en venir à ce point, il faut se rendre compte du climat de mécontentement et d'irritation existant du fait de la situation du personnel dans les entreprises nationalisées du gaz et de l'électricité.

Malgré la nationalisation, la situation du travailleur reste identique à ce qu'elle était auparavant; avancements ou le piston est trop visible, brimades maladroites, rétrogradations arbitraires, etc.

La classification du personnel est une toile d'araignée, toujours recommencée, n'aboutissant jamais.

« LA VÉRITÉ » EST EN VENTE TOUS LES VENDREDIS dans les kiosques

peu partout et rendant avec des retards infinis des sentences contradictoires qu'il faut ensuite faire arbitrer par des gens qui s'en f... Quant à l'épuration, nous n'avons vu que distribuer des croix d'honneur à des personnalités qui, sans doute, les méritent, mais jamais entendu parler de la moindre sanction.

Aussi, lorsque nous voyons qu'une demande de valorisation de 5.000 francs de salaire de base ayant été déposée, soutenue par la Fédération de l'éclairage, reconnue comme bien fondée par les ministres, par la direction de l'électricité de France, n'arrive pas à aboutir après des semaines, il ne faut pas s'étonner si les gaziers et électriciens, ne voyant venir que des approbations évasives et des demi-promesses qui n'engagent personne, en arrivent à ne pas voir d'autre remède que l'action directe.

Ils voudraient sincèrement éviter de molester le public et savent que les modestes travailleurs souffriraient le plus de la grève.

Ce ne sont pas les gaziers et électriciens qui voudraient profiter de l'importance capitale des instruments qu'ils détiennent pour opérer un chantage et demander des avantages exorbitants, mais ils sont littéralement pris au collet par le coût croissant de la vie et mis, littéralement, dans l'obligation d'agir.

« LA VÉRITÉ » EST EN VENTE TOUS LES VENDREDIS dans les kiosques

« LA VÉRITÉ » EST EN VENTE TOUS LES VENDREDIS dans les kiosques

« LA VÉRITÉ » EST EN VENTE TOUS LES VENDREDIS dans les kiosques

« LA VÉRITÉ » EST EN VENTE TOUS LES VENDREDIS dans les kiosques

« LA VÉRITÉ » EST EN VENTE TOUS LES VENDREDIS dans les kiosques

« LA VÉRITÉ » EST EN VENTE TOUS LES VENDREDIS dans les kiosques

« LA VÉRITÉ » EST EN VENTE TOUS LES VENDREDIS dans les kiosques

« LA VÉRITÉ » EST EN VENTE TOUS LES VENDREDIS dans les kiosques

« LA VÉRITÉ » EST EN VENTE TOUS LES VENDREDIS dans les kiosques

« LA VÉRITÉ » EST EN VENTE TOUS LES VENDREDIS dans les kiosques

« LA VÉRITÉ » EST EN VENTE TOUS LES VENDREDIS dans les kiosques

« LA VÉRITÉ » EST EN VENTE TOUS LES VENDREDIS dans les kiosques

« LA VÉRITÉ » EST EN VENTE TOUS LES VENDREDIS dans les kiosques

« LA VÉRITÉ » EST EN VENTE TOUS LES VENDREDIS dans les kiosques

A CLERMONT-FERRAND Les ouvriers de l'Électricité et du Gaz se préparent à l'action

Les ouvriers de l'ex-Compagnie Hydro-Electrique d'Auvergne (C.H.E.A.), maintenant Compagnie d'Etat puisque nationalisée, ne se trouvent pas dans une situation meilleure que celle de l'ensemble des travailleurs de France, et ceci, malgré leurs statuts dont les ministres et le P.C.F. font état comme d'une grande victoire.

Ce statut est surtout destiné à éblouir la galerie car:

1) Il n'est pas encore appliqué dans son intégralité;

2) Le minimum de base fixé pour la dernière catégorie de la corporation, déjà par lui-même insuffisant, a été fixé en juin et, depuis cette date, le coût de la vie a cessé d'augmenter dans des proportions considérables;

3) Enfin, divers chapitres de ce statut défavorisent les ouvriers par rapport aux conventions antérieures, notamment en ce qui concerne le bénéfice de l'ancienneté ainsi que l'éventualité des salaires qui a été agrandi.

L'Assemblée générale du 22 novembre.

Déillusionnés sur la valeur et l'importance de leurs responsables de la Fédération, les ouvriers de cette section régionale du Gaz-Electricité réunis en Assemblée générale le 22 novembre ont décidé la grève pour le 28 et voté à l'unanimité une résolution dont voici les extraits:

« Les gaziers et électriciens estiment que les 5.000 francs, étant donné la montée en flèche du coût de la vie, sont largement dépassés et ne garantissent pas le minimum vital, aussi ils réclament des forces que les salaires et le coût de la vie soient toujours en rapport constant. Les gaziers et électriciens iront jusqu'à l'action directe pour faire aboutir leurs légitimes revendications. »

« Ils demandent: L'abolition de l'impôt cédulaire. L'impôt sur les salaires étant pour l'Etat la meilleure source de revenus, les gaziers et électriciens demandent de prendre l'argent où il est: faire payer les riches, les fortunés, et non les pauvres. »

« Les gaziers et électriciens se prononcent pour l'unité syndicale dans le respect individuel, politique, philosophique ou religieux, pour l'indépendance syndicale en-

vers les partis, les patrons, les gouvernements quels qu'ils soient.

« Les membres du syndicat du personnel de l'ex-C.H.E.A., réunis en Assemblée générale le 22 novembre à la Maison du Peuple à Clermont-Ferrand, décident de surseoir à la grève décidée le 22 novembre pour le jeudi 28 novembre. Il mandate le bureau fédéral et le comité fédéral en général, et le camarade Barthou secrétaire fédéral en particulier, de prendre en mains le mouvement décidé le 22 novembre. Si aucun ordre de grève générale n'est donné à la date déterminée, en cas de non-satisfaction, le personnel de l'ex-C.H.E.A. reprendra à son compte le mouvement décidé pour l'obtention des 5.000 francs (base mensuelle du salaire national). »

« Nous pensons que cette expérience était inutile, mais puisqu'elle a été accordée, que les travailleurs du Gaz-Electricité de la région Auvergne soient vigilants. Dans quinze jours si rien n'est fait, ils devront rentrer en lutte pour l'obtention de leurs revendications et tirer les conclusions qui s'imposent par la débauche de la direction générale. »

Bernard LANDAU.

« LA VÉRITÉ » EST EN VENTE TOUS LES VENDREDIS dans les kiosques

« LA VÉRITÉ » EST EN VENTE TOUS LES VENDREDIS dans les kiosques

« LA VÉRITÉ » EST EN VENTE TOUS LES VENDREDIS dans les kiosques

« LA VÉRITÉ » EST EN VENTE TOUS LES VENDREDIS dans les kiosques

« LA VÉRITÉ » EST EN VENTE TOUS LES VENDREDIS dans les kiosques

« LA VÉRITÉ » EST EN VENTE TOUS LES VENDREDIS dans les kiosques

« LA VÉRITÉ » EST EN VENTE TOUS LES VENDREDIS dans les kiosques

« LA VÉRITÉ » EST EN VENTE TOUS LES VENDREDIS dans les kiosques

« LA VÉRITÉ » EST EN VENTE TOUS LES VENDREDIS dans les kiosques

« LA VÉRITÉ » EST EN VENTE TOUS LES VENDREDIS dans les kiosques

ENTREVUE avec un ouvrier de l'ex-C. H. E. A.

« Deux mots pour « La Vérité », organe central du P.C.I. »

« D'accord. »

« Pensez-vous que la direction fédérale se chargera de prendre en main la direction du mouvement de grève, comme vous le réclamez ? »

« J'espère, mais je n'y crois pas beaucoup, car je sais que la majorité de la direction actuelle de la Fédération Gaz-Electricité est inféodée à un parti politique qui pratique une politique de capitulations incessantes devant la bourgeoisie, tandis que les autres n'ont pas le courage de leur position; ensemble, ils ont une position qui nous est néfaste. Je ne suis d'ailleurs pas seul à penser ceci, il m'a été dit par la résolution que nous avons votée à l'unanimité en Assemblée générale le 22 novembre, dans laquelle nous exprimons un syndicalisme véritable, un syndicalisme de combat. »

« Crois-tu, si la Fédération se montre incapable, que la section régionale déclenche la grève comme convenu le 14 décembre ? »

« Notre section est une section où la démocratie est respectée. C'est nous qui avons décidé la grève et elle sera déclenchée si nous n'obtenons pas satisfaction d'ici le 14, malgré la direction fédérale si c'est nécessaire. »

« Sera-t-elle suivie ? »

« Bien sûr, parce que, je te le répète, la démocratie existe dans notre section, c'est-à-dire que c'est nous, l'ensemble des ouvriers, qui l'aurons décidée en Assemblée générale et non pas un ordre bureaucratique; c'est la volonté de tous d'obtenir satisfaction à nos justes revendications, par l'action si c'est nécessaire. »

« Justement, crois-tu que vous obtiendrez satisfaction par cette grève ? »

« J'en suis profondément persuadé et pour deux raisons: »

« D'abord parce que cette grève ne sera pas limitée, elle ne prendra fin que lorsque nous aurons fermement révoqué nos réclames (dans la résolution votée en Assemblée générale le 22 novembre) avec, en plus, la certitude qu'aucune sanction ne sera prise contre l'un de nous (tu comprends, nous nous méfions, car cela avait été

demandé contre Bidault, si notre section, l'après, déclenchait la grève comme elle en avait manifesté la volonté). »

« La deuxième raison, c'est parce que je suis pour ainsi dire certain qu'une grève d'une semaine quelconque du Gaz-Electricité, si elle est assez importante, sera suivie par l'ensemble des ouvriers de la corporation et c'est un poids suffisant pour déterminer la victoire. »

« Que pensez-vous des comités de grève comme direction de lutte ? »

« Notre but n'est pas de mettre en l'air notre direction fédérale, mais d'obtenir nos revendications. Mais si les dirigeants fédéraux s'opposent à notre action, nous en tirerons les conclusions et saurons remplacer dans la lutte cette direction défaillante, ceci à travers les comités de grève démocratiquement élus et fédérés sur le plan national si la grève devient générale. »

« Bravo, camarades, voilà le vrai langage ouvrier, mais soyez vigilants, que ces quinze jours de répit ne vous endorment pas. »

« Dans votre lutte, nous serons à vos côtés, fidèles à notre idéal révolutionnaire, militants du PARTI DE COMBAT DE LA CLASSE OUVRIÈRE. »

B. L.

« LA VÉRITÉ » EST EN VENTE TOUS LES VENDREDIS dans les kiosques

« LA VÉRITÉ » EST EN VENTE TOUS LES VENDREDIS dans les kiosques

« LA VÉRITÉ » EST EN VENTE TOUS LES VENDREDIS dans les kiosques

« LA VÉRITÉ » EST EN VENTE TOUS LES VENDREDIS dans les kiosques

« LA VÉRITÉ » EST EN VENTE TOUS LES VENDREDIS dans les kiosques

« LA VÉRITÉ » EST EN VENTE TOUS LES VENDREDIS dans les kiosques

Les employés des organismes de répartition ont triomphé de M. Schuman

PARIS, 2 décembre.

Depuis des mois, par suite des manœuvres dilatoires du ministère des Finances, les moyens de financement manquent constamment, les employés des organismes de répartition voyaient arriver chaque fin de mois, sans savoir s'ils seraient payés.

Pour un certain nombre, les rappels des 25 % de juillet n'étaient pas réglés. La section syndicale C.G.T. des employés des organismes de répartition voyaient arriver chaque fin de mois, sans savoir s'ils seraient payés.

Cette Assemblée, ou au plus de 1.000 employés se trouveront réunis dans une franche et démocratique discussion de la situation, décida, à l'unanimité, mois trois mois, la reprise du travail pour vingt-quatre heures, pendant lesquelles une délégation ferait des démarches auprès des ministères. Elle décida également une Assemblée générale pour le mercredi matin ou sans condition, en cas d'échec, la grève serait reprise; cette seconde Assemblée devant

élire son comité de grève. La faible minorité de trois voix désirant continuer la grève fut démocratiquement représentée dans la délégation désignée pour les démarches et pour organiser la reprise de la lutte.

Le soir même, après quatre heures de grève, mais sous la menace d'une grève illimitée, le ministère des Finances donna satisfaction aux revendications essentielles des grévistes. Une fois de plus, l'action directe avait payé.

Le Gérant: M. JULIA

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

SOCIÉTÉ NATIONALE DES ENTREPRISES DE PRESSE

IMPRIMERIE BEAUME

100, rue Réaumur